



Cahier de recherche  
Continentalisation 06-05  
ISSN 1714-7638

## LE JAPON ET L'APPEL DE L'ASIE

### ANNEXE A

*ÉRIC BOULANGER*



Centre Études internationales et Mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

MARS 2006

## ANNEXE A

### Chronologie détaillée du libre-échange entre le Japon et l'Asie<sup>1</sup>

#### Octobre-novembre 1998

Dans la foulée de la crise financière asiatique de 1997-1998, le gouvernement japonais décide de formuler une nouvelle politique commerciale. Le processus de réflexion se met en place et le cabinet détermine, en octobre 1998, que la signature d'accords de libre-échange (ALE) est une politique bénéfique pour l'économie japonaise. La Corée du Sud, Singapour, le Chili et le Mexique apparaissent sur une courte liste de pays candidats, présentée par des hauts fonctionnaires au cabinet.

#### Novembre 1998

La Corée du Sud propose un ALE au Japon.

#### Décembre 1999

Singapour propose un ALE au Japon.

#### Août 2000

Le MITI présente les résultats d'une vaste réflexion sur l'avenir du Japon dans l'économie mondiale et la politique commerciale à suivre. Le rapport s'intitule : *Les fondations économiques de la politique commerciale du Japon : la promotion d'un commerce multi-stratifié*. Le document met en reflet l'idée selon laquelle la politique commerciale doit avoir trois niveaux d'action : le niveau bilatéral, le niveau régional et le niveau de l'économie mondiale. Compte tenu des difficultés de faire avancer l'ordre du jour du multilatéralisme de l'OMC dans le contexte d'une tripartition de l'économie mondiale, le MITI propose que la politique commerciale porte en priorité sur le bilatéralisme (les ALE et autres accords) et le régionalisme asiatique. L'idée d'établir une communauté asiatique commence à se faire entendre un peu partout dans la région.

#### Novembre 2000

À Singapour, au sommet annuel de l'ASEAN, le Premier ministre Zhu Ronji lance l'idée d'une ALE Chine-ASEAN et propose la création d'un comité d'experts pour étudier

---

<sup>1</sup> Les informations de cette chronologie proviennent des documents de plusieurs ministères du gouvernement japonais, notamment le ministère des Affaires étrangères, et de plusieurs journaux, dont le quotidien financier *Nihon Keizai Shimbun*, le quotidien *The Japan Times* et le quotidien *The New York Times*.

la faisabilité d'un tel accord. Une année plus tard, le comité affirme qu'un ALE serait tout à fait réalisable.

### **Février 2001**

Le Premier ministre de la Malaisie, Mahathir Mohamed, critique sévèrement l'intention de Singapour de négocier un ALE avec le Japon. Il craint que cet ALE soit un moyen détourné pour le Japon d'accéder à la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA). Il changera rapidement d'opinion.

### **Mars 2001**

Le Groupe d'études de l'Asie de l'Est est inauguré par l'ASEAN+3. Il a comme tâche d'arriver à des propositions concrètes pour renforcer les liens politiques, économiques et financiers de la région (*infra* 14 octobre 2002).

### **Avril 2001**

Junichiro Koizumi devient Premier ministre du Japon. Il se dit ouvertement en faveur d'ALE et en fait un élément de ses réformes structurelles. Pour le gouvernement japonais, les ALE peuvent forcer la restructuration de secteurs et d'industries en crise ou peu susceptibles au changement.

### **Septembre 2001**

Un comité d'études sur un partenariat économique global entre le Japon et l'ASEAN est formé. La faisabilité d'un ALE est l'un des thèmes abordés.

Première rencontre du Forum des gens d'affaires du Japon et de la Corée du Sud sur un ALE.

### **Novembre 2001**

Sommet des chefs d'État de l'ASEAN+3 au Brunei. Le Premier ministre de la Chine, Zhu Rongji, propose un ALE ASEAN-Chine qui rentrerait en vigueur en 2010.

La Thaïlande et la Chine signent un « mini-ALE », selon lequel les deux pays élimineront, en octobre 2003, les tarifs douaniers sur environ 200 produits agricoles.

### **Décembre 2001**

Lors d'une visite à Tokyo, le Premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra propose de négocier avec le Japon un ALE sectoriel en laissant de côté les secteurs sensibles ou vulnérables de l'économie pour des négociations subséquentes. Le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) donne son soutien à la stratégie thaïlandaise.

**Janvier 2002**

Le Premier ministre Junichiro Koizumi, dans une tournée des capitales de l'Asie du Sud-Est, présente les détails de l'initiative de Tokyo pour un partenariat économique global ASEAN-Japon. Koizumi envisage, non seulement une libéralisation des échanges et la promotion des investissements, mais également une coopération sur tous les fronts de l'économie, de la sécurité alimentaire au tourisme en passant par l'énergie, les technologies de l'information, les services financiers, etc.

Aux gouvernements des Philippines et de la Malaisie, le PM Koizumi propose un partenariat économique inclusif d'un ALE. Il a le soutien complet de la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo et du Premier ministre Mahathir bin Mohamed.

**Janvier 2002**

Lors de la deuxième rencontre du Forum des gens d'affaires du Japon et de la Corée du Sud sur un ALE, les participants proposent la création d'un « marché commun » et demande aux deux gouvernements de débiter sans tarder les négociations en vue d'un ALE.

**13 janvier 2002**

Le Japon signe un ALE avec Singapour. Le premier de son histoire. Il sera en vigueur en novembre 2002. Le Japon élimine ses tarifs sur plus de 3800 produits et Singapour dérègle ses investissements. Le PM Koizumi annonce que l'ALE avec Singapour est dorénavant le cadre de référence pour d'autres ALE.

**19 mars 2002**

Le Premier ministre du Japon, Junichiro Koizumi, et le Président de la Corée du Sud, Kim Dae-Jung signent un traité sur les investissements facilitant, notamment, les flux de marchandises et de capitaux et ils enjoignent la création d'un comité d'études bilatéral sur la faisabilité d'un ALE.

Ce comité est composé de hauts fonctionnaires et d'experts des secteurs privé et universitaire. Il est vu comme une étape préliminaire au lancement de négociations officielles sur le libre-échange. Le comité se rencontre à cinq reprises et dans son rapport final propose l'établissement d'un ALE global, recouvrant tous les secteurs de l'économie, incluant les services.

La partie sud-coréenne s'inquiète que le déficit commercial avec le Japon aille en s'aggravant.

**12 avril 2002**

Lors de la rencontre ministérielle ASEAN-Japon à Rangoon, il y est décidé d'examiner le cadre de travail bilatéral le plus approprié pour développer la coopération économique entre le Japon et les Philippines, d'une part, et le Japon et la Malaisie de l'autre.

**12 avril 2002**

Au premier forum annuel de Boao sur l'Île Hainan – une réunion des gens d'affaires et des dirigeants politiques de l'Asie – le Premier ministre Junichiro Koizumi affirme que le Japon et la Chine doivent renforcer leurs liens économiques complémentaires et que la Chine n'est pas un « danger » pour l'industrie nipponne.

Le Japon suggère un ALE ASEAN+5 (Australie et Nouvelle-Zélande). La présence de ces deux pays ne fait cependant guère l'unanimité.

Les Premiers ministres Koizumi du Japon et Thaksin de la Thaïlande décident de mettre sur pied un comité d'études bilatéral sur la faisabilité d'un ALE (*infra* 12 juillet 2002).

**16 avril 2002**

Lors d'une réunion du Conseil sur la politique économique et fiscale, présidé par le PM Koizumi, quatre représentants du secteur privé et universitaire demandent au gouvernement de ne plus traiter l'agriculture comme un secteur « sacro-saint » et d'accélérer la signature d'ALE. C'est la première fois que les « civils » siégeant sur le Conseil abordent la question du libre-échange comme moyen de revitaliser l'économie.

**29 avril 2002**

Le Premier ministre Phan Van Khai donne son soutien à l'ALE ASEAN-Japon, mais il ne réussit pas convaincre son homologue japonais, Junichiro Koizumi, en visite au Viêt-Nam, d'examiner la faisabilité d'un ALE entre les deux pays.

**1<sup>er</sup> mai 2002**

Lors de sa visite au Japon, la Présidente des Philippines accepte l'offre du PM Koizumi de mettre sur pied un comité d'études bilatéral sur la faisabilité d'un ALE.

**2 mai 2002**

Les Premiers ministres Junichiro Koizumi et John Howard acceptent (verbalement) d'explorer, au niveau ministériel, les options disponibles pour approfondir les liens économiques entre les deux pays, dont un ALE.

Un regroupement de gens d'affaires australiens propose un ALE à deux étapes : premièrement, un ALE pour les produits manufacturés et les services, puis, deuxièmement, un ALE dans le secteur de l'agriculture et des pêches.

**3 mai 2002**

Dans le cadre d'une visite du PM Koizumi en Nouvelle-Zélande, le Japon réitère qu'il « n'est pas disposé » à négocier un ALE avec ce pays.

**10 juillet 2002**

Première rencontre du comité d'études Japon-Corée sur la faisabilité d'un ALE entre les deux pays. Le comité est composé de 10 Japonais et de 14 Sud-Coréens, principalement des hauts fonctionnaires et des experts des secteurs privé et universitaire. Il y aura huit rencontres.

**12 juillet 2002**

C'est la neuvième rencontre sous-ministérielle entre le Japon et la Thaïlande sur la coopération économique et mise en place du comité d'études bilatéral sur la faisabilité d'un ALE qui accepte de prendre l'ALE Japon-Singapour comme modèle de référence (tel que décidé au préalable lors des discussions préparatoires d'avril et de juillet 2002). Il y aura huit rencontres entre septembre 2002 et novembre 2003.

**Août 2002**

Une rencontre informelle se tient à Tokyo pour établir les modalités du comité d'études bilatéral Japon-Philippines. Le comité tiendra sa première rencontre de travail en octobre 2002.

**Août 2002**

En regard de la négociation d'un ALE avec l'ASEAN, des dissensions apparaissent dans la stratégie japonaise. Le ministère des Affaires étrangères favorise des ententes bilatérales détaillées avec les 10 pays membres alors que le METI favorise, pour sa part, une entente globale avec l'organisation pour « éviter que la Chine s'établisse trop solidement en Asie du Sud-Est » (selon un fonctionnaire du METI). Finalement, les deux positions s'avèreront complémentaires, compte tenu des limites inhérentes à un ALE avec une organisation.

**Automne 2002**

Des négociations, *a priori* secrètes, se tiennent entre des hauts fonctionnaires du Japon et de la Malaisie afin de paver la voie à des négociations officielles sur un ALE.

**8 septembre 2002**

Un rapport préliminaire du comité d'études ASEAN-Japon indique que le partenariat économique couvrirait non seulement le commerce (ALE) et les investissements, mais plusieurs autres domaines dont les technologies de l'information, l'environnement et l'énergie.

Des propositions sont aussi sur la table concernant un vaste champ de coopération (politique de concurrence, PME, standards industriels, propriété intellectuelle, statistiques).

Au chapitre de l'agriculture, la partie japonaise demande d'attendre le déroulement des négociations au sein de l'OMC, mais, *a priori*, l'agriculture ne serait pas écartée des négociations.

On aborde aussi l'idée de « méga-projets de coopération » entre l'ASEAN et le Japon. Deux idées circulent : un consortium aérospatial « à la Airbus » et une chaîne régionale d'information continue pour faire contrepoids aux réseaux américains et européens.

Le rapport indique que l'ALE pourrait hausser le PIB de l'ASEAN de 1,99 % et le PIB du Japon de 0,07 %. Le Japon hausserait de 27,5 % son volume d'exportations vers l'ASEAN alors que les pays de l'ASEAN pourraient jouir d'une hausse de 44,2 % de leur volume d'exportations. L'ASEAN et le Japon représentent 590 millions d'habitants et un PIB commun de 4900 milliards \$US (ou 18 % du PIB mondial).

### **13-15 septembre 2002**

Au Brunei, lors d'une rencontre ministérielle de l'ASEAN et du Japon, les participants s'engagent à établir le libre-échange d'ici à 2012.

### **13 octobre 2002**

Le ministre japonais des Affaires étrangères fait le point sur sa stratégie en matière de libre-échange et indique ses priorités, pour l'Asie du moins : des ALE avec la Corée du Sud, avec l'ASEAN puis, enfin, avec la Chine. Selon le ministère, les négociations avec la Thaïlande, les Philippines et la Malaise ne commenceront pas avant plusieurs années [elles commenceront l'année suivante]. Les priorités du ministère seront chamboulées plusieurs fois au cours des prochaines années, en particulier sous l'influence du PM Koizumi qui proposera la création d'une zone de libre-échange en Asie de l'Est et la signature rapide d'ALE bilatéraux avec plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est et la signature, moins urgente, d'un ALE global avec l'ASEAN.

### **14 octobre 2002**

Le Groupe d'études de l'Asie de l'Est propose dans son rapport 26 mesures concrètes à implanter, dont 17 à court terme. Le groupe propose, notamment, la formation d'une zone de libre-échange de l'Asie de l'Est et la transformation de l'ASEAN+3 en un sommet de l'Asie de l'Est (le premier sommet aura lieu en décembre 2005, *infra*).

### **17 octobre 2002**

Le PM Koizumi affirme, lors d'une rencontre avec le vice-Premier ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, que le Japon cherchera à signer plusieurs ALE avec des pays asiatiques à la suite de la signature de l'ALE avec Singapour.

**19 octobre 2002**

Le comité d'études sur la faisabilité d'un ALE Japon-Philippines débutent ses activités. Les deux parties acceptent, comme modèle de référence, l'ALE Japon-Singapour. Les modifications à apporter à ce modèle est le premier point des discussions, en particulier au niveau des travailleurs de la santé. Le comité se réunit cinq fois, dont quatre fois à Manille. La dernière rencontre a lieu à Tokyo les 8 et 9 juillet 2003.

**3-5 novembre 2002**

Au sommet des chefs d'État de l'ASEAN+3 à Phnom Penh, l'accord-cadre portant sur un ALE ASEAN-Chine (*Framework Agreement on ASEAN-China Comprehensive Economic Cooperation*) est officiellement accepté.

Cet accord représente une zone de 1,7 milliards d'habitants et un commerce régional de 1200 milliards \$US. L'ALE sera en vigueur à partir de 2010 avec les pays de l'ASEAN6 et à partir de 2015 avec les quatre autres pays. La Chine accorde le statut de la nation la plus favorisée au Viêt-Nam, au Cambodge et au Laos et accepte d'être « flexible » sur les enjeux potentiellement irritables.

La Chine propose également d'effacer la dette de six pays de l'ASEAN. Pour le Cambodge, cela représente une somme de 300 millions \$US.

Le PM chinois, Zhu Rongji, laisse entendre qu'un ALE trilatéral avec le Japon et la Corée du Sud est une option valable qui gagne à être étudiée.

L'ASEAN et le Japon acceptent de débiter les négociations sur un ALE en 2003.

**30 novembre 2002**

L'ALE Japon-Singapour entre en vigueur.

**12 décembre 2002**

Le Premier ministre de la Malaisie, Mahathir Mohamed, propose officiellement au Japon un ALE entre les deux pays.

La Chine laisse de nouveau entendre qu'un ALE trilatéral avec le Japon et la Corée du Sud est une option valable qui gagne à être étudiée.

**9 janvier 2003**

La ministre des Affaires étrangères du Japon, Yoriko Yamaguchi, propose l'établissement d'une « zone économique pan-asiatique » qui inclurait les pays de l'ASEAN, le Japon, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud. La référence à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande est abandonnée, pour l'instant.



**11 janvier 2003**

Lors d'une rencontre avec le Premier ministre de la Malaisie, Mahathir Mohammed, le ministre des Finances du Japon, Masajuro Shiokawa, propose le renforcement du marché des obligations en devises asiatiques pour stabiliser la zone monétaire asiatique. Le PM de la Malaisie propose que l'ancrage des devises de la région se fasse sur l'or et non pas sur le dollar américain.

**23 janvier 2003**

Lors d'une visite au Brunei, le sous-ministre senior aux Affaires étrangères du Japon, Tetsuro Yano, suggère la mise en place d'un ALE entre les deux pays en commençant par la création d'un comité d'études bilatéral pour y discuter de l'intérêt des deux parties sur le sujet.

**27 janvier 2003**

L'ancien sous-ministre aux Finances et professeur à l'Université Keio, Eisuke Sakakibara, affirme, en s'inspirant de l'expérience européenne, que les pays de l'ASEAN+3 devraient tenir immédiatement des discussions sur une monnaie commune avec l'objectif de l'introduire d'ici 20 à 30 ans.

**15 février 2003**

En marge d'une rencontre informelle de l'OMC à Tokyo, le ministre australien du Commerce, Mark Vaile, admet qu'il est difficile, à l'heure actuelle, de négocier un ALE avec le Japon compte tenu que Tokyo s'oppose à l'ouverture de son marché agricole.

**16 février 2003**

C'est le début des études préliminaires sur la faisabilité d'un ALE Japon-Malaisie. Comme entrée en matière, la Malaise affirme qu'elle ne veut pas diminuer ses tarifs à l'importation sur les automobiles (qui atteignent 200 %, voire 300 % sur certains produits). Mais comme les produits agricoles représentent moins de 2 % des échanges entre les deux pays, Tokyo croit que les négociations seront assez rapides. Notons qu'en 2002, les IDE totaux vers la Malaisie ont diminué de 40 % et de 83 % pour ceux en provenance du Japon. Deux autres rencontres auront lieu en mai et en juillet 2003.

**21 février 2003**

Étant donné les difficultés entourant les négociations sur un ALE, le Japon et la Corée du Sud s'entendent sur un accord sur les douanes pour faciliter le commerce et comme moyen efficace pour défricher la route menant au libre-échange. Le Japon a signé un tel accord avec les États-Unis et Singapour. La Corée a signé avec 18 autres pays.

**11 mars 2003**

Première rencontre, à Kuala Lumpur, du comité d'études ASEAN-Japon pour la coopération économique. On y discute un ALE et s'entend sur des rencontres mensuelles entre hauts fonctionnaires, lesquelles porteront, en plus du libre-échange, sur les investissements, la facilitation des échanges et la coopération économique en général. Un calendrier est établi et il sera proposé au prochain sommet de l'ASEAN+3 en octobre 2003.

**15 mars 2003**

La fédération des organisations économiques du Japon, la très influente Nippon Keidanren, plaide en faveur d'une direction unifiée en matière commerciale au sein du gouvernement, à l'image du *Office of the US Trade Representative* des États-Unis qui est sous le patronage du Président.

**3 juin 2003**

Réunion des gouverneurs des banques centrales de l'Asie de l'Est et du Pacifique (11 pays) où il est décidé de réunir, à partir de leurs réserves de devises étrangères, un milliard \$US pour soutenir le marché régional d'obligations. On fait l'achat d'un panier d'obligations d'émetteurs souverains et quasi-souverains de la Chine, d'Hongkong, de l'Indonésie, des Philippines, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande.

**5 juin 2003**

Dans le cadre d'un colloque (qui se tenait à Tokyo) sur l'avenir de l'Asie réunissant les hauts dirigeants et décideurs des pays de la région, l'action des banques centrales de l'Asie-Pacifique (*supra* 3 juin 2003) est saluée positivement par les participants, dont le PM de la Thaïlande, Thaksin Shinawatra, qui reconnaît dans ce système d'obligations asiatiques une étape vers « l'autodétermination de l'Asie » et « un meilleur équilibre des marchés financiers mondiaux ».

La Présidente des Philippines demande un renforcement du processus d'intégration économique régionale et, pour préserver « l'esprit de Chiang Mai », elle lance un appel pour faire de la monnaie commune, un objectif précis à atteindre. Arroyo et Koizumi proposent d'élargir les discussions sur un ALE en incluant des experts du milieu universitaire et des gens d'affaires (*infra* 8-9 juillet 2003 et 26-27 septembre 2003).

**6 juin 2003**

À Tokyo, le PM thaïlandais espérait y annoncer le lancement des négociations officielles entre son pays et le Japon sur un ALE, mais sous la pression du ministère de l'Agriculture qui craint une mauvaise réaction du lobby japonais anti-libre-échange, il laisse tomber cette annonce. Plutôt, les deux parties annoncent, comme pour les Philippines,

l'élargissement des discussions et l'inclusion d'experts du milieu universitaires et du secteur privé.

### **6-9 juin 2003**

Rencontre annuelle entre le Premier ministre du Japon, Junichiro Koizumi, et le Président de la Corée du Sud, Roh Moo-hyun. Ils affirment que les deux pays doivent hausser leurs échanges économiques et culturels et que des négociations sur le libre-échange doivent se tenir le plus tôt possible, mais aucune date n'est rendue publique.

La Corée, qui a un déficit commercial de 16 milliards \$US en 2003 (22 milliards \$US en 2004) avec le Japon, craint une invasion de produits manufacturés, notamment dans le secteur des machines-outils où les firmes japonaises sont très fortes.

Le Président Roh annonce la venue de « l'ère de l'Asie du Nord-Est » et propose une alliance tripartite Chine-Japon-Corée en affirmant que la région pourra un jour dominer l'économie mondiale. Devant un groupe de gens d'affaires du Japon, il promet d'améliorer le climat commercial pour les firmes nipponnes en Corée du Sud.

### **9 juin 2003**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie de la Corée du Sud, Yoon Jin-shik et le ministre du METI, Takeo Hiranuma, se rencontrent pour discuter des affaires commerciales entre les deux pays, dont la possibilité d'un ALE. Il serait préférable, selon eux, de tenir des consultations publiques sur l'intérêt des groupes concernés par un ALE et sur sa faisabilité.

### **22 juin 2003**

Rencontre à Chiang Mai des ministres des Affaires étrangères du forum pour un Dialogue en matière de coopération en Asie (18 pays : l'ASEAN+3, l'Inde, le Pakistan, Bangladesh, Bahrain et Qatar – une initiative de la Thaïlande. D'autres pays vont se joindre au groupe). La déclaration finale propose d'approfondir les liens financiers entre les pays de la région, notamment par le truchement du marché des obligations asiatiques.

### **24 juin 2003**

Visite à Tokyo de la Présidente de l'Indonésie, Megawati Sukarnoputri. Le Japon et l'Indonésie établissent un comité d'études pour examiner la possibilité de négocier un ALE. Les deux pays acceptent de relancer les négociations, paralysées depuis 2 ans, sur un traité portant sur la protection des investissements.

**26 juin 2003**

Un institut de recherche du Japon indique que, selon ses calculs, un ALE ASEAN+3 signifierait pour l'économie japonaise une croissance additionnelle de 0,07 % de son PIB.

**1<sup>er</sup> juillet 2003**

Le livre blanc annuel du METI en matière de commerce international souligne l'importance stratégique d'une « sphère commerciale de l'Asie de l'Est » afin d'utiliser la vitalité des économies de l'Asie pour relancer l'économie japonaise. Le document suggère également d'intégrer les diverses facettes de la coopération économique (aide publique au développement, échanges technologiques, etc.), d'unifier les standards financiers, industriels, technologiques et les mesures commerciales, notamment, dans le commerce électronique.

**8-9 juillet 2003**

Dernière rencontre, à Tokyo, du comité d'études bilatéral Japon-Philippines sur la faisabilité d'un ALE. Le comité affirme que les deux parties acceptent d'amener les négociations à un niveau diplomatique plus élevé et suggère la poursuite d'études distinctes par le Japon et les Philippines, mais coordonnées par un comité conjoint (*infra* 26-27 septembre 2003).

**10 juillet 2003**

Visite à Tokyo du vice-Premier ministre de la Malaisie. Avec le PM Koizumi, ils affirment que les négociations sur un ALE se poursuivent bien. Du côté de la Malaisie, on se réjouit à l'effet que les négociations se poursuivent beaucoup plus aisément que les négociations entre le Japon et la Thaïlande. Les études préliminaires sont terminées et un comité bilatéral est établi. Il est composé de gens d'affaires, de hauts fonctionnaires et d'experts. Entre septembre et novembre 2003, il y aura deux rencontres du comité.

**1<sup>er</sup> août 2003**

Le quotidien financier *Nihon Keizai Shimbun* affirme que Hu Angang, un conseiller du Premier ministre chinois, Zhu Rongji, a suggéré au METI, en novembre 2000, de démarrer des études de faisabilité sur un ALE Chine-Japon. Le METI, incapable de contrôler la réaction du lobby japonais anti-libre-échange, se retrouve dans l'impossibilité de répondre à l'offre de Hu, lequel se tourne alors vers l'ASEAN.

**21 août 2003**

Le ministère japonais des Affaires étrangères, après deux années de réflexion (!), propose de mettre en place une procédure ultra-rapide en matière commerciale pour accélérer la conclusion d'ALE avec la Corée du Sud et la Chine.

### 3 septembre 2003

Rencontre ministérielle de l'ASEAN et du Japon à Phnom Penh. L'ASEAN et le METI annoncent qu'en janvier 2005 aura lieu le lancement des négociations officielles sur un ALE.

Le comité d'études, formé l'année précédente, s'est rencontré cinq fois. Dans son rapport final, le comité établit un cadre de travail pour un partenariat économique ASEAN-Japon et il propose une série de mesures à implanter le plus tôt possible, d'autres mesures pour faciliter la libéralisation des échanges et des investissements et pour promouvoir la coopération.

L'échéancier, un point en litige, est fixé : comme le demande le Japon, il n'y aura pas une date butoir pour finaliser les négociations.

Le partenariat économique devra inclure, en plus d'un ALE, une entente sur les investissements.

Les deux parties s'entendent sur les points suivants : les secteurs économiques les plus sensibles devront être épargnés et les pays les plus pauvres de l'ASEAN auront jusqu'à cinq années additionnelles pour se conformer aux exigences de l'ALE.

Le Japon abandonne sa requête de participer au « *Common Effective Preferential Tariff* » (CEPT) de la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) selon lequel des tarifs de 5 % maximum sont permis, sans restriction quantitative et sans barrière non-tarifaire sur plusieurs produits industriels. Dans le préambule du cadre de travail, les deux parties affirment cependant qu'elles tenteront d'atteindre la réalisation du CEPT-AFTA dans un délai raisonnable.

Le Japon abandonne également ses demandes de transparence dans les domaines de l'approvisionnement des États, des investissements, de l'automobile et des biotechnologies, en échange de concessions de la part de l'ASEAN au chapitre des mesures sanitaires et phytosanitaires et de la reconnaissance mutuelle des standards industriels.

Le Japon et l'ASEAN déclarent que le processus de libéralisation des échanges doit être compatible avec les règles de l'OMC et qu'aucun secteur de l'économie ne sera exclu des négociations, même l'agriculture.

Les mesures de facilitation visent les procédures douanières, les normes de conformité, les standards et les barrières non tarifaires.

Les mesures de coopération visent les services financiers, les technologies de l'information, le tourisme et l'énergie.

Selon le comité d'études, en 2020, les exportations de l'ANASE vers le Japon auront augmenté de 20,6 milliards \$US ou de 44,2 % selon l'année de référence (1997). Les exportations du Japon vers les pays de l'ASEAN auront augmenté de 20,0 milliards \$US ou de 27,5 %, toujours selon la même l'année de référence.

**26-27 septembre 2003**

Première rencontre du comité conjoint de coordination des études de faisabilité sur ALE faites par le Japon et les Philippines.

**30 septembre 2003**

Rencontre de l'ASEAN+3 à Beijing pour le lancement du *East Asia Think Tank Network*, un institut de recherche sur les politiques publiques régionales ayant un intérêt spécifique sur la question d'une monnaie commune pour l'Asie. Avec la popularité croissante du yuan chinois dans les pays de l'Asie – plus de 150 milliards de yuan sont en circulation à l'extérieur de la Chine – le gouvernement chinois regarde d'œil intéressé l'évolution et la convergence des intérêts vers une monnaie commune.

**Septembre 2003**

Des discussions préliminaires se poursuivent entre Tokyo et Séoul. Les deux gouvernements annoncent le début des négociations officielles en décembre 2003. Une deuxième rencontre a lieu en février 2004. Rapidement, les négociations vont se diriger dans une impasse. Dans le cadre d'un ALE, les tarifs seront éliminés, dans leur ensemble, sur une période de dix ans. Le tarif moyen imposé par le Japon sur les produits non agricoles de la Corée est de 2,3 % alors que ce pays impose un tarif moyen de 10,2 % sur les produits non agricoles de l'archipel.

**7 octobre 2003**

Sommet des chefs d'État de l'ASEAN+3 à Bali. La Déclaration de Bali annonce l'établissement d'une communauté asiatique à trois volets : une communauté de sécurité, une communauté économique et une communauté socioculturelle. À l'abri des micros, on admet que cette Déclaration est pour mieux préparer l'ASEAN à affronter l'expansion rapide de la puissance multiforme de la Chine dans la région (fait à noter, la délégation chinoise est la plus importante du sommet avec 48 personnes).

Pour ce qui est de la communauté économique (CE), voici les principaux points de la Déclaration de Bali :

- Cette CE est la consécration d'un processus d'intégration économique dont l'objectif est la mise en place d'une zone économique de l'ASEAN stable, prospère et compétitive, dans laquelle il y a une libre circulation des biens, des services, des investissements et des travailleurs qualifiés, une circulation encore plus libre du capital, un développement économique équitable et une réduction de la pauvreté et des inégalités socioéconomiques d'ici à 2020 ;
- Cette CE est fondée sur une convergence des intérêts des pays membres de l'ASEAN en matière d'expansion et d'approfondissement du processus

d'intégration économique, des initiatives présentes et futures pour y parvenir et selon un échéancier précis ;

- Cette CE doit établir un marché unique et une zone de production unifiée en faisant la promotion de l'intégration régionale et de la compétitivité économique ;
- Cette CE doit s'assurer que l'expansion et l'approfondissement du processus d'intégration seront accompagnés d'une coopération technique afin de diminuer les écarts économiques et de favoriser l'intégration du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Viêt-Nam ;
- Cette CE doit convenir : d'un schéma rigoureux de consultation en matière de politiques macroéconomiques et financières ; de schémas de coopération au niveau des marchés de capitaux, des impôts et des assurances ; d'améliorations au niveau des infrastructures en communication ; de l'harmonisation des cadres légaux ; de l'amélioration de la coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et du tourisme ; et de l'amélioration du développement des ressources humaines.

Au cours du sommet, un rapport est soumis aux gouvernements du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud évoquant l'hypothèse qu'un ALE trilatéral serait plus bénéfique qu'une série d'ALE bilatéraux. Annuellement, le PIB de la Corée augmenterait de 2,5 % à 3,1 %, celui du Japon de 0,1 % à 0,5 % et celui de la Chine de 1,1 % à 2,9 %. Le rapport est l'œuvre de trois instituts de recherche : *Institute for Research Advancement* du Japon, *Development Research Center* du gouvernement chinois, *Institute for International Economic Policy* de la Corée du Sud.

### **8 octobre 2003**

Signature, au sommet de l'ASEAN+3 à Bali, du cadre de travail en vue d'un partenariat économique global entre l'ASEAN et le Japon (ce cadre sera considérablement élargi dans Déclaration de Tokyo pour un nouveau partenariat ASEAN-Japon en décembre 2003). Les objectifs du partenariat économique sont :

- Le renforcement de l'intégration économique entre l'ASEAN et le Japon ;
- Améliorer la compétitivité de l'ASEAN et du Japon dans l'économie mondiale par le renforcement des liens et des partenariats ;
- Progressivement, libéraliser et faciliter les échanges de biens et services ;
- Créer un régime d'investissement transparent et libéral.
- Explorer de nouveaux domaines et développer de nouvelles mesures pour faire avancer la coopération et l'intégration économiques ;
- Faciliter l'intégration économique des pays membres les plus récents de l'ASEAN et combler les écarts de développement entre les pays de l'association.

Des mesures apportant des « bénéfices immédiats » devraient être prises rapidement, notamment :

- Assistance technique et développement des capacités des pays membres de l'ASEAN, en particulier les pays membres les plus pauvres, pour améliorer leur compétitivité pour qu'ils puissent participer pleinement au partenariat économique et donner assistance aux pays de l'association que ne sont pas membres de l'OMC pour qu'ils en deviennent membres ;
- Des mesures pour la facilitation et la promotion des investissements ;
- Un dialogue sur les politiques commerciales et d'investissement ;
- Un dialogue pour les gens d'affaires ;
- Des mesures pour faciliter la mobilité des gens d'affaires ;
- L'échange d'information et la compilation de statistiques importantes, par exemple, sur les tarifs douaniers ou le commerce bilatéral ;
- Toutes autres mesures qui pourraient amener rapidement des bénéfices mutuels.

### **20-21 octobre 2003**

Sommet de l'APEC à Bangkok.

Les États-Unis ne soulèvent pas d'objection à l'ALE ASEAN-Chine. Le représentant au commerce, Robert Zoellick, affirme que les États-Unis préfèrent des ententes plus détaillées et complexes avec chaque pays de l'ASEAN (dans le cadre de la politique *Enterprise for ASEAN Initiative*) et que cette approche vaut mieux qu'un accord avec la Chine.

Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Surakiart Sathirathai déclare à son homologue japonais, Yoriko Yamaguchi, que son gouvernement espère débiter les négociations sur un ALE dès le mois de décembre 2003, soit dès que le comité d'études remet son rapport. Si la partie thaïlandaise veut rapidement enclencher les négociations, la partie japonaise – en particulier le ministère de l'Agriculture – exige plus de temps pour étudier les conséquences de l'accord.

Le Premier ministre Koizumi et le Président Roh décident d'engager les négociations sur un ALE, d'ici à la fin de l'année pour arriver à une entente en 2005.

### **13-14 novembre 2003**

Deuxième rencontre du comité conjoint de coordination des études de faisabilité sur ALE faites par le Japon et les Philippines. On discute principalement des secteurs économiques qui pourraient causer des problèmes lors des négociations officielles.



**4 décembre 2003**

Le Japon développe avec le Vietnam une initiative en vue d'améliorer le climat des affaires dans ce pays et de hausser les IDE nippons qui sont évalués, à cette date, à 4,5 milliards \$US (411 cas). Tokyo offre également une APD de 835 millions \$US pour l'année 2003.

**11-12 décembre 2003**

Pour la première fois, le sommet ASEAN-Japon se tient à l'extérieur de la région de l'ASEAN, soit à Tokyo. Le sommet annonce le renforcement des liens économiques, sécuritaires et socioculturels entre l'archipel et le Sud-Est asiatique pour faire contre-poids à l'intense activité diplomatique et commerciale de la Chine dans la région.

Le PM Junichiro Koizumi déclare, tout de même, que « la Chine n'est pas un danger pour le Japon » et que le nouvel intérêt de la Chine pour les affaires régionales devrait être perçu avant tout « comme une excellente opportunité de faire la promotion d'un développement réciproque ».

Publication du rapport du comité conjoint de coordination Japon-Philippines sur la faisabilité d'un ALE.

Le PM Koizumi et la Présidente des Philippines, Gloria Macapagal-Arroyo décident d'entreprendre la négociation d'un ALE au début de l'année 2004 pour arriver à une entente dans un « délais raisonnable ». L'ALE devrait hausser le PIB japonais de 0,01 % à 0,03 % et le PIB philippins de 1,73 % à 3,03 %.

Les Philippines demandent, entre autres, que le Japon ouvre sa frontière à ses infirmières et travailleurs de la santé et espèrent hausser et diversifier ses exportations de fruits tropicaux qui sont composées, à plus de 80 %, de bananes.

Le Japon exigera, probablement, une baisse des tarifs sur les biens manufacturés, les véhicules routiers notamment, une libéralisation des investissements et des services et une amélioration du climat des affaires.

Les exportations et importations du Japon avec les Philippines sont évaluées, respectivement, à 841 milliards ¥ et à 1058 milliards ¥.

Publication du rapport du comité d'études bilatéral sur un ALE Japon-Thaïlande.

Le PM Koizumi et son homologue thaïlandais, Thaksin Shinawatra, décident d'engager la négociation d'un ALE au début de l'année 2004 pour arriver à une entente dans un « délais raisonnable ». Le PIB du Japon augmenterait de 0,2 %. Comme pour les Philippines, la question des exportations agricoles sera centrale au succès des négociations. La Thaïlande exporte déjà pour plus de 3 milliards \$US de produits agricoles et halieutiques vers le Japon et exigera l'élimination des tarifs sur la volaille et le sucre.

Publication du rapport du comité d'études bilatéral Japon-Malaisie sur un ALE.

Le PM Koizumi et son homologue de la Malaisie, Abdullah Ahmad Badawa, décident d'engager la négociation d'ALE au début de l'année 2004 pour arriver à une entente dans un « délais raisonnable ».

Des ALE avec Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie couvriraient 90 % du commerce du Japon avec l'ASEAN.

Le Japon accepte de signer, dans les prochains mois, le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, le pacte de non-agression de l'ASEAN de 1976. La Chine et l'Inde l'ont signé en octobre, mais l'Australie, pour des raisons géopolitiques, refuse de le faire.

Les pays membres de l'ASEAN et le Japon signent la Déclaration de Tokyo pour un nouveau partenariat ASEAN-Japon. Cette déclaration s'inscrit dans la politique de Tokyo de participer à la création d'une communauté asiatique et souligne les valeurs, les objectifs et les intérêts qui unissent les pays membres. Dans le plan d'action (un document détaillé de 19 pages) qui y est joint, la coopération économique, monétaire, technique, universitaire, socioculturelle et diplomatique prend une place prédominante, laissant envisager une hausse très importante, à tous les niveaux, de l'interventionnisme nippon dans la région. Notamment, le Japon offre, sur une période de trois ans 3 milliards \$US d'aides additionnelles pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge.

### **22 décembre 2003**

Première rencontre officielle sur la négociation d'un ALE entre le Japon et la Corée du Sud.

### **13 janvier 2004**

Début des négociations officielles entre le Japon et la Malaisie sur un ALE.

### **29 janvier 2004**

Singapour et la Corée du Sud envisagent de signer un ALE, d'ici à la fin de l'année 2004. Le commerce entre les deux pays est évalué à 7,6 milliards \$US.

### **4-5 février 2004**

Début des négociations officielles sur un ALE entre le Japon et les Philippines.

### **15 février 2004**

Sur la question du système d'obligations asiatiques, les ministres des Finances du Japon, de la Chine et de la Corée annoncent qu'ils vont tenir prochainement des rencontres régulières, au niveau des chefs de bureau, pour discuter de moyens pour renforcer la stabilité des émissions et de la gestion des obligations.

**16-17 février 2004**

À Bangkok, début des négociations officielles entre le Japon et la Thaïlande sur un ALE. Le Japon demande à la Thaïlande d'ouvrir les secteurs des télécommunications, des services financiers, d'améliorer le climat des affaires et de traiter les firmes japonaises sur un pied d'égalité avec les firmes locales. Pour sa part, Bangkok demande au Japon une ouverture de son marché agricole, notamment pour le riz et la volaille, et de hausser son aide technologique.

**18 février 2004**

Un différend majeur apparaît dans les négociations entre la Thaïlande et le Japon. Pour accélérer les négociations et contourner les obstacles les plus susceptibles de les entraîner dans une impasse, Bangkok propose un ALE à la carte pour les secteurs et domaines de l'économie où il n'y a pas de litiges sérieux entre les deux pays. Le Japon refuse une telle approche et préfère négocier un ALE global.

**23-25 février 2004**

Deuxième rencontre officielle entre le Japon et la Corée du Sud sur la négociation d'un ALE.

**7 mars 2004**

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, condamne sévèrement les visites répétées du PM Koizumi au sanctuaire Yasukuni, dédié à la mémoire des soldats japonais morts au combat, dont 14 criminels de guerre. Selon le ministre, c'est une épine dans les relations sino-japonaises. La tension politique entre les deux pays continuera de monter.

**9-11 mars 2004**

Deuxième rencontre officielle entre le Japon et la Malaisie sur la négociation d'un ALE.

**10 mars 2004**

Le Japon et le Mexique s'entendent sur un ALE. Les négociations officielles auront duré 17 mois. Il s'est passé 4 ans et demi depuis que le Président mexicain, Ernesto Zedillo, proposait un ALE au Japon.

**19 mars 2004**

Des discussions (les premières en sept ans) sur la sécurité énergétique entre la Corée et le Japon abordent la question d'un marché commun du pétrole pour la région.

**24 mars 2004**

Une étude indique que près de 70 % des hauts cadres de la moyenne et grande entreprise au Japon, en Chine et en Corée du Sud croient qu'un ALE trilatéral entre ces pays est déterminant pour l'avenir de la région et préférable, de loin, à une série d'ALE bilatéraux. Cette étude a été faite conjointement par trois journaux : le *Nihon Keizai Shimbun* (Japon), le *International Business Daily* (Chine) et le *Maeil Business Newspaper* (Corée).

**4 avril 2004**

À Beijing, la ministre japonaise des Affaires étrangères, Yoriko Yamaguchi, accepte l'idée d'un dialogue continu Japon-Chine-Corée du Sud pour renforcer la coopération sur les enjeux régionaux, autres que ceux discuter lors des rencontres de l'ASEAN+3, comme les ambitions nucléaires de la Corée du Nord ou les disputes territoriales.

**7-9 avril 2004**

Deuxième rencontre officielle entre la Thaïlande et le Japon sur un ALE. Les négociations avec la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie butent, respectivement, sur le riz et la volaille, les bananes et les ananas et le bois d'œuvre. Le Japon, pour protéger ses producteurs, demande que les tarifs sur ces produits soient abolis plus tard. Les trois pays refusent d'insérer des exceptions dans leur ALE.

Manille insiste pour que le Japon ouvre son marché du travail aux infirmières et aux autres travailleurs de la santé des Philippines. Le ministère japonais de la Santé refuse la possibilité de reconnaître la licence de ces infirmières.

**14-16 avril 2004**

Deuxième rencontre officielle entre le Japon et les Philippines sur un ALE (voir 7-9 avril 2004).

**24 avril 2004**

Au forum annuel de Boao sur l'Île Hainan – une réunion des gens d'affaires et des dirigeants politiques de l'Asie – le Président de la RPC, Hu Jintao, propose un réseaux d'ALE asiatiques. Il affirme que la Chine est prête à prendre la direction de l'économie asiatique et à travailler avec les autres pays de la région afin de développer une zone de libre-échange, de coordonner les politiques macroéconomiques et financières et de mettre en place un nouveau cadre de travail régional pour la gestion des investissements et autres flux de capitaux, notamment le système d'obligations asiatiques.

**26-28 avril 2004**

Troisième rencontre officielle entre le Japon et la Corée du Sud sur la négociation d'un ALE.

**15-16-17 mai 2004**

Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD) sur l'Île de Cheju au cours de laquelle les ministres des Finances de l'ASEAN+3 annoncent leur intention d'intensifier leur coopération monétaire, notamment pour faire la promotion du système d'obligations asiatiques. Ils créent un comité d'études dont les tâches, pour la prochaine année, sont d'évaluer les options suivantes et de faire les études appropriées :

- Une révision de l'Initiative de Chiang Mai pour mieux saisir les moyens d'améliorer son efficacité, voire d'élargir son mandat, notamment en la transformant en une institution multilatérale avec un mécanisme formel de mise en commun des réserves (une approche défendue par la Corée du Sud) ;
- Les liens de conditionnalité entre l'ICM et le FMI devraient-ils être coupés ou diminués ?;
- Le comité devra travailler en tandem avec six autres groupes créés par l'ASEAN+3 pour mettre en place des mécanismes financiers favorables à l'expansion du système d'obligations asiatiques (règlement des transactions, mécanismes de cautionnement, évaluation du crédit, etc.).

Les ministres des Finances de la Chine, du Japon et de la Corée s'entendent pour hausser leur coopération financière d'un cran avec l'objectif de tuer dans l'œuf une crise comme celle qui a frappé l'Asie en 1997-1998.

Le sous-secrétaire américain au Trésor, John Taylor, averti que les États-Unis s'opposent à la création d'un Fonds monétaire asiatique affirmant que le FMI est la « meilleure organisation » pour intervenir lors d'une crise financière.

**18 mai 2004**

Les États-Unis et l'Australie signent un ALE. Cet accord retire les tarifs à l'importation sur 99 % des produits manufacturés dès le premier jour de son entrée en vigueur. Des limites à l'ouverture des échanges dans le secteur de l'agriculture sont imposées ; le sucre est totalement écarté de l'accord et l'accès au marché américain pour le bœuf australien se fera graduellement sur une période de 18 ans.

**19-21 mai 2004**

Troisième rencontre officielle entre le Japon et la Malaisie sur la négociation d'un ALE (voir 7-9 avril 2004).

**8 juin 2004**

À la suite d'une rencontre ministérielle de l'ASEAN+3 sur l'énergie, on annonce le renforcement de la sécurité énergétique et de la coopération régionale en cas de crise, notamment avec l'instauration de réserves nationales (seulement la Corée du Sud et le Japon en possèdent, la Chine en projète une pour 2005) et le partage de celles-ci lors d'une situation d'urgence. Cette proposition revient au Japon qui l'avait présenté une première fois à l'ASEAN en novembre 2001.

**16-18 juin 2004**

Troisième rencontre officielle entre le Japon et la Thaïlande sur la négociation d'un ALE.

**23-25 juin 2004**

Quatrième rencontre officielle entre le Japon et la Corée du Sud sur la négociation d'un ALE. Les discussions n'avancent pas.

**6-7 juillet 2004**

Troisième rencontre officielle entre le Japon et les Philippines sur la négociation d'ALE.

**19-21 juillet 2004**

Quatrième rencontre officielle entre le Japon et la Malaisie sur la négociation d'un ALE.

**30 juillet 2004**

Reconnaissant que les négociations sur un ALE – si jamais les deux pays arrivent à cette étape – prendront beaucoup de temps, le vice-ministre chinois au Commerce, Wei Jianguo, affirme que son pays offrira au Japon de créer un forum au sein duquel des experts des deux pays discuteront des modalités d'un ALE. La Chine ferait une proposition identique à la Corée du Sud. Wei anticipe que le commerce entre les deux pays dépassera 200 milliards \$US en 2005.

**4-6 août 2004**

Les négociations se poursuivent avec la Thaïlande sur un ALE, mais au niveau des groupes de travail.

**22 août 2004**

Sur la base des prévisions pour l'année 2004, la Chine devient le premier partenaire commercial du Japon, devant les États-Unis, à la faveur d'une hausse de 70 % des échanges en quatre ans, dont une hausse de 21 % des exportations japonaises seulement dans les douze derniers mois.

**17 septembre 2004**

À Mexico, le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi et le Président Vicente Fox signent l'ALE.

**Septembre 2004**

Lors d'une rencontre ministérielle de l'ASEAN et du Japon, les deux parties annoncent le début des négociations sur un ALE pour avril 2005 avec comme échéance, la fin de 2007. L'ALE entrerait en vigueur en 2012 avec l'ASEAN6 et en 2015 pour les autres pays.

L'ASEAN et la Corée du Sud font de même. Les négociations commenceront en janvier 2005 et l'ALE devrait entrer en vigueur en 2009, selon les mêmes modalités qu'avec le Japon. Le commerce entre la Corée du Sud et l'ASEAN est évalué à 32 milliards \$US.

**10 octobre 2004**

Conférence Asie-Europe à Hanoi. Le PM Koizumi et le PM thaïlandais Thaksin s'entendent sur un ALE excluant le riz, mais incluant des tarifs décroissants, selon un échéancier précis, pour plusieurs produits alimentaires. La position japonaise – défendue également dans les négociations avec le Mexique – domine donc les discussions. À noter ; 35 % et 27 % des importations japonaises, respectivement, de poulet et de sucre proviennent de la Thaïlande et les négociations n'avancent pas.

**31 octobre 2004**

Les négociations sur un ALE avec les Philippines :

- Tokyo accepte que les infirmières et les avocats des Philippines puissent venir travailler au Japon.
- Le ministère des Affaires étrangères affirme que 70 % des négociations sont terminées et qu'il serait possible que le PM Koizumi et la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo signent l'ALE au prochain sommet des chefs d'État de l'ASEAN+3 qui se tiendra à la fin du mois de novembre.
- Des différends au chapitre du commerce agricole importent toujours les négociations : les Philippines exigent l'abolition des tarifs japonais sur le sucre, la

volaille, le thon, les ananas et les bananes. En retour Tokyo offre une baisse graduelle des tarifs, sauf pour le sucre, ce que Manille refuse.

Les négociations sur un ALE avec la Thaïlande :

- À la suite d'une rencontre entre le PM Koizumi et son homologue thaïlandais, les deux pays acceptent d'étudier un plan selon lequel la Thaïlande abandonne sa revendication concernant l'abolition des tarifs japonais sur le riz. En retour, Tokyo diminuerait ses tarifs sur la volaille, le sucre et la fécule.
- Le Japon exige une ouverture du marché de l'automobile, ce que Bangkok refuse afin de protéger sa production locale.

Les négociations avec la Malaisie n'avancent plus. À l'instar de la Thaïlande, la Malaisie refuse d'ouvrir son marché de l'automobile à la concurrence japonaise.

Les négociations avec la Corée du Sud n'avancent plus. Séoul refuse d'éliminer ses tarifs sur les véhicules routiers et les produits électroniques. La signature, en 2005, d'un ALE entre le Japon et la Corée du Sud apparaît de moins en moins probable.

## **2 novembre 2004**

En préparation pour le sommet des chefs d'État de l'ASEAN+3 au Laos à la fin du mois de novembre, le président du Nippon Keidanren, Hiroshi Okuda, commence une tournée de quatre pays de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines) pour les encourager à signer un ALE avec le Japon. Plus spécifiquement, Okuda, qui est également le PDG de Toyota et un promoteur très actif du libre-échange en Asie, demande aux quatre gouvernements d'abolir leurs tarifs sur les produits manufacturés, de libéraliser le secteur des services et les investissements, tout en proposant des mesures que le secteur privé japonais peut implanter afin d'accueillir les infirmières, les avocats et les autres professionnels de l'Asie du Sud-Est.

## **10 novembre 2004**

L'entente sur les investissements entre le Japon et le Viêt-Nam rentrera en vigueur à la fin de l'année 2004. Cette entente libéralise et protège les investissements, mais elle écarte le secteur de l'automobile. Le Japon a également une entente similaire avec Singapour.

## **12 novembre 2004**

Reviement de position du ministère japonais de l'Agriculture, de la Forêt et des Pêches qui accepte dorénavant les ALE avec les pays asiatiques afin de sécuriser les approvisionnements de nourritures. Le ministre, Yoshinobu Shimamura, affirme que le Japon doit consentir aux demandes des pays avec lesquels il négocie des ALE.



**17 novembre 2004**

Lors d'une rencontre ministérielle entre le Japon et la Chine en préparation du sommet de l'APEC, ces deux pays acceptent, à l'invitation du ministre chilien du Commerce, Jorge Rodriguez, d'engager avec son pays des négociations sur un ALE.

**18 novembre 2004**

Rencontre entre le ministre du METI, Shoichi Nakagawa et son homologue des Philippines, Cesar Purisima, pour finaliser le partenariat économique entre les deux pays, mais les négociations achoppent sur l'acier et les automobiles.

Les Philippines acceptent d'ouvrir leur marché aux véhicules routiers et aux pièces automobiles, mais dans le cadre d'une élimination des tarifs sur une période de 5 à 10 ans.

Sur l'acier, le Japon exige le retrait immédiat de tous les tarifs alors que les Philippines cherchent à imposer des restrictions sur plusieurs produits.

Les deux parties s'entendent sur la grande majorité des enjeux difficiles comme les infirmières, l'agriculture, etc.

**21 novembre 2004**

Rencontre du PM Koizumi et du Président Hu Jintao au sommet des chefs d'État de l'APEC à Santiago au Chili. Cette rencontre est essentiellement une tentative de calmer les relations politiques très tendues entre les deux pays.

**22 novembre 2004**

Plusieurs firmes japonaises, dont la maison de commerce Mitsui, annoncent qu'elles établiront des écoles de formation pour les infirmières des Philippines lesquelles, selon l'entente entre les deux pays, devront prendre un cours obligatoire de langue et passer un examen sur leurs compétences avant de pratiquer au Japon.

**22 novembre 2004**

Au sommet de l'APEC, le PM Koizumi et le Président chilien, Ricardo Lagos, décident de mettre sur pied un comité d'études sur la faisabilité d'un ALE (une étude a déjà été faite en 2000).

**29 novembre 2004**

Au sommet de l'ASEAN+3 au Laos, le Japon et les Philippines annoncent qu'ils se sont entendus sur un ALE. On espère qu'il entrera en vigueur au début de l'année 2006. Les points importants de cet accord sont les suivants :

- La grande majorité des tarifs japonais sur les produits industriels des Philippines seront abolis dès l'entrée en vigueur de l'accord.
- Les tarifs des deux pays sur le textile et les vêtements seront abolis dès l'entrée en vigueur de l'accord.
- Les tarifs des Philippines sur les importations de véhicules et leurs pièces disparaîtront en 2010 (immédiatement pour quelques produits du secteur de l'automobile).
- Les tarifs des Philippines sur les importations de produits et de pièces électroniques disparaîtront d'ici à dix ans et immédiatement sur les produits à forte valeur ajoutée comme les télévisions au plasma.
- Les tarifs des Philippines sur 60 % des importations d'acier disparaîtront immédiatement après l'entrée en vigueur de l'accord. Pour les autres produits de l'acier, les négociations reprendront à la 3<sup>e</sup> année de l'accord.
- Le Japon accepte un quota de 1000 tonnes d'ananas, sans tarif, et un quota de 1800 tonnes après la 5<sup>e</sup> année.
- Le Japon retire son tarif sur les petites bananes la 10<sup>e</sup> année. Pour les autres bananes, les tarifs passent de 20 % à 18 % l'hiver et de 10 % à 8 % l'été.
- Le Japon impose, sur ses importations de poulet, un tarif de 8,5 % (au lieu de 11,9 %) et un quota de 3000 tonnes la première année (7000 tonnes la 5<sup>e</sup> année).
- Le Japon accorde, à la 3<sup>e</sup> année de l'accord, un quota de 2000 tonnes (3000 tonnes la 4<sup>e</sup> année) sur la mélasse des Philippines avec un tarif évalué à la moitié du tarif actuel.
- Le Japon laissera tomber ses tarifs sur l'importation de thon et de bonite à partir de la 5<sup>e</sup> année.
- Le sucre (le Japon veut protéger l'industrie du sucre d'Okinawa), le riz, les produits laitiers, le bœuf, le porc, la fécule et les ananas en conserve ne sont pas inclus dans l'ALE. Les deux pays acceptent de ré-ouvrir les négociations sur ces produits dans les prochaines années.
- Un nombre encore indéterminé d'infirmières et de travailleurs de la santé (dont les compétences seront déterminées par les Philippines) pourront venir travailler au Japon pendant trois ans et quatre ans, respectivement. (Ces périodes étant reconnues comme une étape préparatoire pour passer des examens de compétence. Ils pourront allonger leur séjour sous la condition de réussir ces examens).
- Les deux pays acceptent de collaborer afin d'établir des règles transparentes en matière d'investissement.
- Les deux pays acceptent de coopérer dans neuf domaines : le développement des ressources humaines ; les services financiers ; les technologies de l'information et

des communications ; l'énergie et l'environnement ; la science ; la facilitation des échanges ; les PME ; le tourisme ; et le transport.

#### **29 novembre 2004**

Au sommet de l'ASEAN+3 au Laos, les pays acceptent de tenir un premier sommet de l'Asie de l'Est en novembre 2005 à Kuala Lumpur (il aura lieu, finalement, en décembre 2005).

- Pour satisfaire l'Indonésie qui craint « la fin » de l'ASEAN, les méthodes de travail de l'ASEAN+3 seront conservées. Il est possible qu'un sommet de l'Asie de l'Est puisse se tenir à l'extérieur de l'ASEAN.
- Il est également possible que d'autres pays soient invités comme l'Inde, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie.
- Les quatre pays pauvres de l'ASEAN, le Viêt-Nam, le Cambodge, le Laos et le Myanmar décident de tenir leur propre sommet, en marge des rencontres de l'ASEAN+3.
- Les dirigeants acceptent de rédiger une Charte de l'ASEAN afin de donner un statut légal à l'organisation.

Publication d'un rapport sur un accord trilatéral sur les investissements entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud (*The Report of the Joint Study Group on the Possible Trilateral Investment Arrangements among China, Japan, and Korea*).

#### **30 novembre 2004**

Le Japon, la Chine et la Corée du Sud se sont entendus sur un plan d'action en vue de négocier une entente sur les investissements qui pourrait améliorer la transparence des règles et des normes en la matière, protéger les brevets et la propriété intellectuelle, etc. La Chine demeure cependant tiède devant une telle entente.

Le Japon et l'ASEAN annoncent que les négociations sur un ALE débuteront en avril 2005.

Pour accélérer le développement d'une communauté économique, l'ASEAN annonce qu'elle devance l'abolition de plusieurs tarifs intra-ASEAN : d'ici à 2007, les tarifs seront abolis sur 11 groupes de produits dont le textile, mais pas l'automobile.

Le PM chinois, Wen Jiabao déclare que c'est dans l'intérêt de la Chine et dans l'intérêt de la région que son pays participe à la construction d'une communauté de l'Asie de l'Est. Il ajoute que dans les négociations sur un ALE ASEAN-Chine, aucun secteur ne sera omis de l'ALE.

#### **30 novembre 2004**

De passage à Tokyo, Mitchel Reiss du département d'État met en doute la « justesse » d'une communauté asiatique dont seraient absents les États-Unis.

**16 décembre 2004**

Les institutions publiques et le secteur privé des pays de l'Asie du Sud-Est se tournent massivement vers des avoirs en monnaie locale pour stabiliser les marchés financiers de la région. Par exemple, les firmes privées de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la Malaisie ont émis 25 milliards \$US d'obligations en monnaie locale, soit une hausse de 120 % entre 2000 et 2003. Les banques centrales de la région lancent une nouvelle initiative pour satisfaire cette demande et la stabiliser en créant un fonds de 2 milliards \$US.

**16 décembre 2004**

Premier forum sur les investissements en Indonésie où des représentants des gouvernements et des milieux des affaires japonais et indonésiens se rencontrent. Avec des conférences plénières prévues aux six mois, les deux pays ouvrent la porte à un traité sur les investissements. Plusieurs compagnies japonaises ont quitté l'Indonésie depuis quelques années dont Sony (2003), Asahi Kasei (2004), Kanebo (2004) et Kyocera (mars 2005). Les raisons sont multiples : l'instabilité politique, l'agitation populaire, la corruption endémique, les hausses salariales et les nombreuses complications bureaucratiques. Fait à noter, 90 % des firmes japonaises établies dans ce pays sont des PME.

**17 décembre 2004**

À Ibusuki, le Premier ministre Junichiro Koizumi et le Président sud-coréen Roh Moo-hyun réaffirment leur intention de terminer les négociations sur un ALE à la fin de l'année 2005.

**23 décembre 2004**

Le PM Koizumi annonce que les ALE seront le fer de lance de sa diplomatie et qu'ils sont un tremplin vers une communauté asiatique. La libéralisation du commerce et la coopération économique seront axées, dorénavant, vers l'Asie de l'Est. Il refuse cependant de créer un poste unique pour la négociation d'ALE, à l'image du représentant au commerce des États-Unis (USTR).

**31 décembre 2004**

Une étude publiée par un institut de recherche affilié au Cabinet du gouvernement japonais indique qu'un ALE avec la Chine hausserait le PIB du Japon de 0,5 %, l'effet le plus fort parmi les 18 pays analysés. Pour les ALE avec Singapour, le Mexique et

l'ASEAN5, l'étude prévoit une hausse respective de 0,02 %, de 0,06 % et de 0,24 % du PIB japonais.

Compte tenu que des ALE avec les États-Unis et l'Australie signifieraient, pour le Japon, une hausse marquée des importations agricoles, la production agricole locale diminuerait de 3,8 % avec les premiers et de 1,7 % avec le second.

### **6 janvier 2005**

Rencontre, à New Delhi, des ministres du Commerce du Japon et de l'Inde. Shoichi Nakagawa et Kamal Nath annoncent que les discussions informelles qui se tiennent actuellement (depuis l'automne 2004) sur la coopération économique et le libre-échange devraient être terminées d'ici à un an. Les négociations sur un ALE devaient alors débiter en 2006. C'est la morosité persistante des échanges commerciaux qui est à l'origine de ces discussions.

### **22 janvier 2005**

En visite au Japon, la ministre taïwanaise des Affaires économiques, Ho Mei-yueh, offre au Japon de signer un ALE avec son pays.

### **30 janvier 2005**

Le Japon, la Chine et la Corée du Sud planifient l'uniformisation des standards en matière de *design* pour les firmes des trois pays. Ce processus d'uniformisation est déjà avancé au Japon. En plus de faciliter les échanges, cette uniformisation permet une imposition plus aisée des standards asiatiques aux autres pays.

### **31 janvier 2005**

Le Japon met sur pied deux comités d'études bilatéraux, l'un avec le Chili, l'autre avec l'Indonésie, sur la faisabilité de lancer des négociations sur un ALE. Les premières rencontres ont lieu à Tokyo.

### **3 février 2005**

Assistant à un séminaire sur les affaires à Kobe, l'ambassadeur de la Chine au Japon, Wang Yi, demande à Tokyo d'entreprendre des négociations sur un ALE.

### **3 février 2005**

À Séoul, la Corée du Sud et les États-Unis débutent, au niveau des chefs de bureau, des pourparlers sur l'économie, à titre de première étape vers des négociations officielles sur un ALE.

Les États-Unis cherchent une libéralisation complète des services (dont la culture), de l'investissement et, en particulier, de l'agriculture afin de hausser ses exportations vers la Corée et diminuer leur déficit commercial de 20 milliards \$US.

La Corée espère l'élimination des tarifs à l'importation sur le textile et les vêtements (les tarifs sont entre 8 % et 13 %) et les produits manufacturés du secteur de l'électronique et de l'électrique (tarifs actuels de 2 % à 5 %). Les États-Unis est le deuxième partenaire commercial de la Corée, derrière la Chine. La Corée est le septième partenaire commercial des États-Unis.

#### **4 février 2005**

Le ministre du METI, Shoichi Nakagawa, répond à l'offre de la Chine (*supra*, 3 février 2005) en affirmant que la « prudence est de mise » en matière de libre-échange avec la Chine et que celle-ci doit avant tout mettre en application les règles de l'OMC, notamment au chapitre des droits de propriété intellectuelle.

#### **21 février 2005**

Le ministre australien du Commerce, Mark Vaile, affirme dans une entrevue donnée au quotidien *Nihon Keizai Shimbun* que l'Australie devrait faire des pressions beaucoup plus fortes sur le Japon afin de l'amener à ouvrir des négociations sur un ALE.

#### **21 février 2005**

À Melbourne, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'ASEAN tiennent leur première séance de négociations sur un ALE.

#### **22 février 2005**

Les ministres Nobutaka Machimura (Finances), Shoichi Nakagawa (METI) et Nobuhiro Shimamura (Agriculture, Pêches et Forêt) tiennent une rencontre afin de développer une stratégie commune pour relancer les négociations sur un ALE avec la Corée du Sud, lesquelles ont été suspendues à cause d'un différend majeur sur les échanges agricoles.

#### **24 février-3 mars 2005**

À Tokyo, 6<sup>e</sup> rencontre Japon-Thaïlande sur un ALE. À l'ordre du jour : l'admission de cuisiniers thaïlandais au Japon ; la diminution des tarifs sur plusieurs produits agricoles et manufacturiers dont les automobiles et l'acier. Des comités d'experts sur des secteurs précis de l'économie se rencontrent en parallèle aux négociations officielles. La question des exportations thaïlandaises de sucre et de volailles reste toujours en suspend.

#### **18 mars 2005**

Le Japon, la Chine et la Corée du Sud décident d'unifier leurs standards sur les mesures de concentration de la matière, notamment pour la pharmacologie et l'agrochimie. Ces standards n'existent pas au niveau international, mais sont de plus en plus nécessaires compte tenu du morcellement du processus manufacturier dans plusieurs pays.

**1<sup>er</sup> avril 2005**

L'ALE Mexique-Japon entre en vigueur.

**2 avril 2005**

Malgré plusieurs journées de négociations, au centre de villégiature de Khap Yai dans les montagnes de Thaïlande, Tokyo et Bangkok sont incapables d'arriver à une entente dans les secteurs de l'automobile et de l'acier. La Thaïlande veut une protection complète de ces deux industries « dans l'enfance ». Les négociateurs transfèrent cet enjeu au niveau ministériel.

**13-14 avril 2005**

À la suite des rencontres du comité d'études bilatéral Japon-Indonésie, les deux gouvernements acceptent d'amorcer des négociations officielles sur un ALE.

Le Japon reconnaît que son ALE avec l'ASEAN ne couvrira pas des secteurs ou des produits manufacturés précis, d'où l'importance d'ALE bilatéraux avec l'Indonésie et les autres pays asiatiques.

L'un des enjeux abordés avec l'Indonésie porte sur l'approvisionnement du Japon en gaz naturel, notamment lors de crises.

**13-15 avril 2005**

À Tokyo, début officiel des négociations entre le Japon et l'ASEAN sur un ALE. Un accord devrait être conclu d'ici à deux ans. La première journée, le Japon rencontre individuellement les pays avec lesquels il ne négocie pas présentement un ALE bilatéral : le Brunei, le Cambodge, le Myanmar, le Laos et le Viêt-Nam. Le deuxième jour, les négociations commencent avec l'ASEAN, à titre d'entité unique.

Dans un cadre d'un ALE ASEAN-Japon enveloppant les règles et normes de base du commerce (les détails seraient spécifiés dans des ALE bilatéraux – une approche acceptée par l'ASEAN), le Japon désire instaurer des règles uniformes en matière de commerce et d'investissement, en particulier au chapitre des règles d'origine, des droits de propriété intellectuelle (y compris le renforcement des règles et pratiques locales). Le Japon veut également un accord sur la protection et la promotion des investissements.

Tokyo estime qu'un ALE avec l'ASEAN pourrait créer 260 000 nouveaux emplois au Japon et hausser le PIB de 0,24 %.

**16 avril 2005**

Malgré des dissensions au sein du gouvernement, le Japon renonce à un ALE avec l'Australie sur la base de quatre facteurs : 1) les négociations intenses avec l'ASEAN et plusieurs pays asiatiques ; 2) les difficultés d'arriver à une entente au chapitre des échanges agricoles et halieutiques (lesquelles représentent plus de 27 % des exportations australiennes vers le Japon) ; l'intérêt du Japon pour une stratégie asiatique commune en agriculture, qui serait défendue à l'OMC ; 4) les négociations, bientôt officielles, avec la Suisse sur un ALE et dans lesquelles l'agriculture ne sera pas un enjeu important.

**18 avril 2005**

À la suite d'une rencontre, à Tokyo, entre le PM Junichiro Koizumi et le Président de la Suisse, Samuel Schmid, les deux pays acceptent de créer un comité d'études sur la faisabilité d'un ALE.

**19 avril 2005**

Au sein du Conseil sur les politiques économiques et fiscales, il y a dissension entre les participants du secteur privé qui estiment que le Japon doit signer un ALE avec l'Australie et les représentants du gouvernement qui ont déjà abandonné le projet (*supra* 16 avril 2005).

**20 avril 2005**

À Tokyo, le PM Junichiro Koizumi et son homologue australien, John Howard, acceptent de mettre sur pied un comité d'études sur les « mérites et démérites » d'un ALE qui remettra son rapport d'ici à deux ans. Le PM Koizumi souligne que ce comité ne représente aucunement un engagement du Japon envers des négociations ultérieures en matière de libre-échange.

En guise de bonne volonté, le PM Howard accepte d'examiner le différend commercial qui oppose les deux pays sur les prix du minerai de fer et du gaz naturel que les Australiens vendent entre 10 % et 15 % plus cher au Japon qu'à la Chine.

**21 avril 2005**

Pour une troisième année consécutive, le surplus commercial du Japon avec l'Asie atteint un nouveau sommet, soit 11 350 milliards ¥, année fiscale 2004 (124,8 milliards \$US).

**22 avril 2005**

Le Japon et la Malaisie s'accordent pour terminer les négociations sur un ALE à la fin du mois de mai pour ensuite signer l'accord au mois de décembre 2005. Selon le METI, les négociations avec la Malaisie sont en retard en comparaison de celles avec les



Philippines. Des problèmes demeurent au chapitre de l'ouverture du marché de la Malaisie aux pièces automobiles, à l'acier, aux services et aux investissements japonais. Tokyo demande toujours à Kuala Lumpur de revoir les mesures protectionnistes imposées à l'industrie de l'automobile.

#### **24 avril 2005**

Au forum de Boao sur l'Île Heinan, l'ancienne ministre japonaises des Affaires étrangères et actuellement conseiller spécial pour le PM Koizumi, Yoriko Kawaguchi, déclare qu'un ALE Chine-Japon est à l'horizon, mais pas dans les « conditions actuelles ».

Un conseiller spécial du Président de la Corée du Sud déclare que son pays veut déclencher des négociations avec la Chine sur un ALE le plus tôt possible et que l'arrêt des négociations avec le Japon est le résultat de l'intransigeance de Tokyo en matière agricole.

#### **29 avril 2005**

À la suite du sommet entre le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi et son homologue indien, Manmohan Singh, les deux pays décident de mettre sur pied un comité d'études sur la faisabilité d'un ALE, lequel devrait remettre son rapport final en juin 2006.

#### **Encadré A1** Chronologie des manifestations anti-japonaises en Chine au printemps 2005

##### **Janvier 2005**

Dans le cadre de la réforme institutionnelle des Nations unies, le Japon propose, avec le soutien de l'Inde, du Brésil, de l'Allemagne et des États-Unis, sa candidature pour un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

##### **Février 2005**

Le gouvernement japonais affirme qu'il s'associera aux États-Unis pour la défense de Taïwan, si l'île est attaquée par la Chine.

##### **20 mars 2005**

Le secrétaire-général de l'ONU, Kofi Annan, indique qu'il n'est pas nécessaire, même si cela est préférable, d'avoir un consensus des 191 membres sur la réforme institutionnelle de l'ONU pour aller de l'avant avec celle-ci, à partir de septembre 2005.

##### **22 mars**

Le secrétaire-général de l'ONU, Kofi Annan, suggère le Japon, comme « candidat potentiel » à un siège permanent, sans droit de veto.

##### **31 mars**

Avec le soutien du gouvernement et des médias chinois, une pétition qui circule sur Internet rejetant la candidature du Japon pour un siège au conseil de sécurité, recueille 22 millions de signatures (un chiffre contesté cependant).

**1<sup>er</sup> avril 2005**

Le Japon annonce des projets d'exploration et de forages expérimentaux en mer de Chine, à moins que la Chine arrête ses propres projets.

Tokyo subventionne, au coût de 3 milliards ¥ (310 millions \$US), ces projets privés d'exploration et de forages.

**2 et 3 avril**

Premières manifestations violentes anti-japonaises dans la province du Sichuan. Les vitrines d'un magasin japonais sont brisées.

**4 avril**

Le Premier ministre du Japon, Junichiro Koizumi, demande au gouvernement chinois de faire en sorte que les compagnies et les citoyens japonais puissent vaquer à leurs affaires dans un climat sécuritaire.

**5 avril**

Le ministère japonais de l'Éducation approuve des manuels scolaires (niveau secondaire) qui négligent ou font peu de référence aux atrocités commises par les forces armées du Japon au cours de la guerre du Pacifique.

**6 avril**

L'ambassadeur de la Chine à l'ONU, Wang Guangya, indique que son gouvernement n'est pas intéressé par une réforme du conseil de sécurité cette année, malgré le fait que la Chine est en accord avec Kofi Annan sur l'obsolescence de la structure actuelle. Il a aussi indiqué qu'un consensus est nécessaire et que les discussions doivent continuer jusqu'au moment qu'un tel consensus soit atteint, sinon la Chine mettra un frein à la réforme du conseil de sécurité.

**7 avril**

Le secrétaire-général de l'ONU lance un appel au Japon pour qu'il discute directement avec la Chine de son opposition à l'élargissement du conseil de sécurité et à la présence du Japon au sein de celui-ci.

**9 avril**

Environ 10 000 étudiants protestent contre le Japon dans les rues de Beijing, de Shanghai et de plusieurs autres grandes villes et demandent un boycott des produits japonais. Les slogans du jour sont : « Soutenons la Chine, notre mère patrie et boycottons les produits japonais » ; « Petit Japon, quitte notre pays ». Des actes de vandalisme sont commis contre la résidence de l'ambassadeur du Japon, contre des panneaux d'affichages et contre une succursale de la Banque Tokyo-Mitsubishi. Deux étudiants japonais sont blessés à Shanghai.

Dans le cadre d'un reproche officiel, le vice-ministre japonais aux Affaires étrangères, Shotaro Yachi, demande au gouvernement chinois de renforcer les mesures de sécurité pour les édifices japonais.

**10 avril**

Le Japon loge une protestation officielle contre la Chine à la suite des manifestations anti-japonaises du 9 avril. Le ministre japonais des Affaires étrangères, Nobutaka Machimura, convoque l'ambassadeur chinois, Wang Yi, et demande au gouvernement chinois des excuses officielles et un dédommagement monétaire.

Les manifestations se poursuivent dans quelques villes de la Chine, notamment à Guangzhou et à Shenzhen. Des actes de vandalisme sur des commerces et des hôtels japonais sont constatés.

**11 avril**

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, refuse d'offrir des excuses au Japon et il affirme : « la responsabilité de l'état actuel des relations sino-japonaises ne revient pas à la Chine ».

Le calme revient à Beijing. Le gouvernement chinois renforce la sécurité près des bâtiments officiels du Japon et les compagnies, commerces et restaurants japonais affirment que les affaires se poursuivent normalement. Plusieurs ont fermé leurs portes pendant la fin de semaine.

Le Premier ministre Junichiro Koizumi déclare : 1) que la Chine doit accepter sa responsabilité pour les événements des derniers jours et s'assurer que cela ne se reproduise pas ; 2) que ses visites répétées au sanctuaire Yasukuni n'ont rien à voir avec les événements actuels, même s'il peut y avoir un lien ; 3) qu'il espère rencontrer le Président chinois, Hu Jintao, lors du sommet Asie-Afrique (du 22 au 24 avril).

Le secrétaire en chef du cabinet, Hiroyuki Hosoda, déclare que la « magnitude » des sentiments anti-japonais en Chine est « incompréhensible ».

**12 avril**

100 pays se rencontrent à New York. Ils s'opposent aux demandes du G4 (Japon, Allemagne, Brésil, Inde) en matière de réforme du conseil de sécurité.

Un sondage de la BBC indique que 56 % et 54 % des répondants soutiennent l'accès, respectivement, de l'Allemagne et du Japon à un siège permanent au conseil de sécurité (23,000 répondants dans 23 pays, mars 2005).

**13 avril**

Le Japon affirme qu'il ira de l'avant avec le forage exploratoire dans la mer de Chine. Le vice-ministre aux Affaires étrangères, Ichiro Aisawa, déclare que le Japon doit « faire valoir ses droits en mer de Chine, sur la base du droit international et de la convention de l'ONU sur le droit de la mer ».

Le ministre japonais du Commerce, Shoichi Nakagawa, déclare qu'il est « fâché qu'une telle annonce ait lieu dans les circonstances actuelles ». Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, déclare que l'exploration des réserves de gaz et de pétrole par le Japon en mer de Chine est une « provocation sérieuse des droits de la Chine et des normes internationales ».

**15 avril**

Les sites Internet de compagnies et universités japonaises sont attaqués et des messages anti-japonais y apparaissent.

**16 avril**

Des manifestations anti-japonaises violentes ont lieu à Shanghai. Plus de 10 000 étudiants défilent sur 10 KM. Les slogans du jour : « Exprimons la puissance de la Chine » ; « Sortons le Japon de l'Asie » ; « Finissons-en avec le petit Japon ».

Sur Internet, des messages circulent appelant à des manifestations anti-japonaises dans 21 villes. Dans ces messages, il est demandé de ne pas apporter des appareils photos ou d'autres produits japonais.

L'ambassade des États-Unis en Chine suggère aux citoyens américains de se tenir loin des manifestations, car « elles pourraient prendre un caractère anti-étranger ».

**17 avril**

Rencontre officielle de deux heures entre les ministres des Affaires étrangères du Japon (Nobutaka Machimura) et de la Chine (Li Zhaoxing) à Pékin. Machimura déclare que « les manifestations représentent une forme normale d'expression », mais le comportement « destructif » des manifestants est « intolérable ». Le Japon exige toujours des excuses officielles et une compensation monétaire pour les actes de vandalisme. Li déclare qu'il n'y a aucune raison de présenter des excuses au Japon et que les actions présentes du Japon « blessent » le peuple chinois.

Les deux ministres s'entendent sur le fait que des discussions devraient avoir lieu sur les différends et problèmes qui entachent les relations entre les deux pays.

Plusieurs manifestations anti-japonaises : à Shenyang (ville de 4 millions d'habitants, dans l'ancienne Mandchourie), au moins 2000 manifestants ; à Shenzhen, nord de H.-K., 30 000 manifestants ; à HongKong, 4000 manifestants ; Xiamen, dans la province du Fujian, 6000 manifestants ; Zhuhai ; Dongguan, etc.

Plusieurs commerces japonais en Chine ferment momentanément leurs portes à cause des manifestations et des actes de vandalisme.

Les autorités de la Ville de Shanghai blâment le Japon pour la violence des manifestants. Environ 80 000 japonais vivent dans cette ville. Il y a environ 1300 compagnies japonaises qui y sont installées.

**18 avril**

Des menaces sont faites à des institutions chinoises au Japon (écoles de langue, consulats).

**19 avril**

Le PM Koizumi rejette du revers de la main les plaintes du gouvernement chinois au sujet de ses visites au sanctuaire Yasukuni et ajoute que « chaque pays a son histoire, ses traditions, ses opinions ».

**20 avril**

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, demande, pour la première fois, la fin des manifestations anti-japonaises lors d'une réunion du Parti communiste chinois (PCC). Il déclare que c'est au Parti que revient la tâche de gérer les relations sino-japonaises et il demande aux cadres de « respecter sérieusement » les directives du gouvernement, suggérant ainsi la présence d'une dissidence à l'intérieur du Parti.

Le gouvernement japonais se montre satisfait et déclare qu'il voit là une ouverture pour une rencontre entre le PM Koizumi et le président Hu au sommet Asie-Afrique.

**21 avril**

Le ministre chinois de la Sécurité publique déclare qu'il est illégal de tenir des manifestations anti-japonaises et de rallier des manifestants par le truchement d'Internet, à moins d'avoir l'autorisation de la police.

Une enquête est lancée par les autorités chinoises sur les dirigeants des groupes nationalistes qui auraient organisé les manifestations anti-japonaises indiquant ainsi que ces dernières n'étaient pas spontanées, ni organisées par des étudiants.

Le ministre chinois au Commerce international, Bo Xilai, déclare que le boycott des produits japonais ne ferait que nuire aux intérêts des deux pays et il demande aux citoyens chinois de ne pas mettre en danger le développement économique de la Chine.

Les sites Internet anti-japonais sont fermés par les autorités chinoises.

Des équipes de propagande du PCC sont envoyées dans les universités pour parler aux étudiants.

**22 avril**

Le PM Koizumi, au sommet Asie-Afrique, offre ses excuses au peuple chinois et aux peuples asiatiques pour les souffrances de la guerre. Les excuses sont identiques aux excuses faites par le PM Tomiichi Murayama en 1995 à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique.

**23 avril**

Rencontre du PM Koizumi et du président Hu dans le cadre du sommet Asie-Afrique. Hu Jintao fait cinq propositions : 1) Le Japon doit réfléchir sur sa propre histoire ; 2) le Japon ne doit pas soutenir l'indépendance de Taiwan ; 3) les deux pays devront résoudre leurs problèmes par le dialogue ; 4) les deux pays devraient étendre leurs échanges ; et 5) les deux pays doivent adhérer aux trois documents, dont la déclaration bilatérale de 1998. Hu demande au Japon de « traduire ses excuses en gestes réels ».

**24 avril**

Le ministre japonais des affaires étrangères déclare que le Japon examinera les manuels d'histoire de la Chine afin de vérifier les « prétendues allégations anti-japonaises » et demander à Beijing de les corriger si c'est nécessaire.

Le ministère des Transports annonce que plus de 10 000 Japonais ont annulé leur voyage en Chine. Annuellement, 3,5 millions de Japonais visitent la Chine.

Le ministre japonais du METI déclare que si le gouvernement russe construit un pipeline (pétrole) vers la Chine avant de construire le pipeline vers le Japon, Tokyo se retirerait du projet.

**25 avril**

Dernières manifestations anti-japonaises, cette fois-ci à Los Angeles. Environ 1000 Américains d'origine chinoise et coréenne dénoncent les manuels d'histoire du Japon et les visites du PM Koizumi au sanctuaire Yasukuni.

**4 mai 2005**

La Chine revient à la charge et offre de mettre sur pied un institut de recherche privé-public trilatéral pour étudier la faisabilité d'un ALE avec le Japon et la Corée du Sud. Sur le thème du libre-échange, de plus en plus la Chine cherche à amener le Japon à la table des négociations, mais celui-ci demeure de glace face aux propositions chinoises.

**4 mai 2005**

Les ministres des Finances de l'ASEAN+3 acceptent de hausser de 100 % les fonds alloués à l'Initiative de Chiang Mai (réseau de *swap*) qui vont atteindre près de 80 milliards \$US et de faire passer de 10 % à 20 % les sommes pouvant être utilisées sans programme du FMI. Les ministres acceptent d'étudier d'autres moyens pour renforcer la stabilité monétaire et l'autonomie financière de la région.

**5 mai 2005**

En visite en Thaïlande, le représentant au commerce de l'Union européenne, Peter Mandelson, prévient Bangkok de ne pas faire de concessions au Japon, au chapitre de l'ALE, qui seraient dommageables pour les pays européens.

Dans une lettre au gouvernement de la Thaïlande, les principaux constructeurs automobiles de l'Europe avertissent qu'ils remettraient en question leurs investissements dans ce pays, s'il ouvre son marché aux importations japonaises.

**6 mai 2005**

Après une rencontre avec le PM thaïlandais, Thaksin Shinawatra, le ministre du METI, Shoichi Nakagawa affirme que les deux pays planifient de conclure les négociations sur un ALE à la fin du mois de juillet 2005.

Le Japon – plutôt d'exiger un retrait immédiat des tarifs thaïlandais à l'importation sur les automobiles et l'acier – accepterait une diminution graduelle des tarifs avec quotas

pour ne pas nuire, selon Nakagawa, aux efforts de ce pays de développer sa propre industrie de l'automobile.

**6 mai 2005**

À Kyoto, les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN+3 débutent leur délibération sur la participation ou non de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis au sommet de l'Asie de l'Est en décembre 2005.

Trois critères de participation (élaborés lors d'une retraite informelle des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN à Mactan aux Philippines en avril dernier) sont présentés au groupe : les pays invités devront avoir des « liens substantiels » avec l'ASEAN, avoir le « statut de partenaire entier » et être signataire du Traité d'amitié et de coopération de l'ASEAN

La présence de l'Inde est quasiment assurée. L'Australie et la Nouvelle-Zélande devront auparavant signer le Traité, ce que l'Australie a déjà refusé de faire l'année dernière. Le statut des États-Unis reste inconnu (il refusera de signer le traité).

Pour s'assurer de garder le contrôle du processus de régionalisation, l'ASEAN a également décidé, à Mactan, de se réserver le droit de choisir les nouveaux membres du sommet de l'Asie de l'Est.

**7 mai 2005**

À Kobe, en marge de la rencontre ministérielle de la Conférence Asie-Europe, les ministres des Affaires étrangères du Japon, de la Chine et de la Corée tiennent leur troisième rencontre officielle, après celles de Qingdao et de Vientiane.

**7 mai 2005**

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Nobutaka Machimura, propose d'accorder le statut d'observateur aux États-Unis au sommet de l'Asie de l'Est en décembre 2005. La Malaisie affirme, pour sa part, qu'il est trop tôt pour décider si les États-Unis devaient avoir le statut d'observateur ou d'invité. En général, on s'accorde sur le fait que le sommet ne doit pas être une « mini-ONU », selon l'expression d'un représentant de la Malaisie.

**8 mai 2005**

Les ministres des Affaires étrangères du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud s'accordent pour dire que la négociation d'un traité sur les investissements sera relancée d'ici à la fin du mois. Les trois pays s'étaient déjà entendus sur le même sujet au mois de novembre 2004, mais les tensions politiques entre les trois pays avaient empêché le début des négociations.

**17-21 mai 2005**

À Kuala Lumpur, des négociations de longue haleine par des hauts fonctionnaires et des sous-ministres ont lieu entre la Malaisie et le Japon afin de mettre un point final aux négociations sur un ALE.

**22 mai 2005**

Une rencontre ministérielle (axée sur l'ouverture des marchés aux produits manufacturés) entre le Japon et la Malaisie permet de finaliser les négociations sur un ALE. L'accord est global, incluant, en plus de l'échange de biens, les investissements, les services, l'agriculture et la coopération. C'est le premier ALE pour la Malaisie.

**23 mai 2005**

L'ALE Japon-Malaisie contient, entre autres, les dispositions suivantes :

- Les tarifs de la Malaisie sur les importations d'automobiles seront réduits graduellement, de 200 % (le tarif en vigueur actuellement) à 0 %, sur une période de 10 ans. La réduction s'appliquera en premier lieu sur les gros modèles où la concurrence est faible entre les deux pays, puis s'étendra aux autres modèles (pour protéger le projet d'une auto nationale).
- Les tarifs de la Malaisie sur les importations de pièces automobiles seront éliminés immédiatement quand celles-ci entrent dans la production locale et sur une période de 5 ans pour les autres pièces.
- Le Japon offrira à la Malaisie une aide technique pour les industries du secteur des pièces automobiles.
- Pour les importations d'acier, la Malaisie réduira graduellement ses tarifs. Les négociations se poursuivront, ultérieurement, sur le bois d'œuvre.

**23 mai 2005**

En visite officielle au Japon, la vice-Première ministre chinoise, Wu Yi, explique, lors d'un symposium privé sur les relations entre la Chine et le Japon, l'intérêt de son pays pour une communauté asiatique fondée sur un cadre de travail à caractère coopératif dans les domaines politiques, sécuritaires et sociaux.

Après une semaine au Japon à discuter d'affaires économiques, Wu quitte précipitamment le Japon et fait faux bonds au PM Koizumi qu'elle devait rencontrer le jour même, créant ainsi un incident diplomatique. La logique des relations entre la Chine et le Japon persiste donc : *hot economics, cold politics*.

**25 mai 2005**

Les PM Junichiro Koizumi du Japon et Abdullah Ahmad Badawi de la Malaisie officialisent la conclusion des négociations sur un ALE.

**26 mai 2005**

Il apparaît que l’ALE Japon-Malaisie ne contient pas certaines dispositions sur les services et les investissements. Tokyo annonce que les négociations devront se poursuivre à ce sujet.

**31 mai 2005**

Première rencontre du groupe de personnes éminentes créé à la suite du 8<sup>e</sup> sommet ASEAN-Japon (une deuxième rencontre aura lieu les 3 et 4 octobre à Bali). Son rapport final sur la réforme du centre ASEAN-Japon sera complété et déposé lors de la rencontre finale, les 4 et 5 février 2006 à Tokyo.

**2 juin 2005**

À Tokyo, le PM Koizumi et le Président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono annoncent le début des négociations officielles sur un ALE en juillet 2005.

**16 juin 2005**

En visite à Bangkok, le ministre du METI, Shoichi Nakagawa présente au gouvernement thaïlandais un plan pour rehausser la compétitivité globale de la Thaïlande, dans le but de faire accepter à ce pays une baisse des tarifs dans le secteur de l’automobile. Les deux pays acceptent d’accélérer les négociations sur un ALE pour arriver à un accord intérimaire à la fin du mois de juillet 2005.

**18 juin 2005**

Dans une lettre adressée au vice-Premier ministre thaïlandais, Somkid Jatusripitak, l’Association japonaises des constructeurs automobiles presse la Thaïlande de signer un ALE avec le Japon. Au contraire de la lettre provenant des constructeurs automobiles européens (*supra* 5 mai 2005), aucune menace n’y est faite.

**19 juin 2005**

Les négociations avec la Thaïlande et la Corée du Sud ne vont nulle part. Le Japon demande l’abolition des tarifs sur les importations d’acier et d’automobiles d’ici à 2010. La contre-proposition du gouvernement thaïlandais dispense, de cette diminution de tarifs, 90 % des produits. En plus, il menace d’ouvrir à nouveau les négociations sur des produits où une entente intérimaire a déjà été conclue, si Tokyo ne retraite pas sur ses demandes.

Avec la Corée du Sud, les négociations sont au point mort et jusqu’à maintenant le Japon a seulement accepté de réduire un peu ses tarifs sur quelques matières premières.

**21 juin 2005**



Troisième sommet bi-annuel entre le PM Koizumi et le Président sud-coréen Roh Moo-hyun. Les tensions politiques (les visites du PM Koizumi au sanctuaire Yasukuni et la polémique sur les livres d'histoire) empêchent la relance des négociations sur le libre-échange.

**25 juin 2005**

Pour la première fois en quatre ans, les ministres des Finances du Japon (Sadakazu Tanigaki) et de la Chine (Jin Renqing) tiennent des discussions officielles en marge d'une rencontre ministérielle de la Conférence Asie-Europe. Tanigaki et Jin proposent d'établir un dialogue financier Japon-Chine pour élargir les discussions. Le format et les thèmes du dialogue seront déterminés par des hauts fonctionnaires. Le ministre Jin déclare, cependant, que la question de la valeur du yuan était strictement une affaire interne et ne sera pas à l'ordre du jour du dialogue.

**25 juin 2005**

Le Japon, la Chine et la Corée du Sud envisagent un système de reconnaissance des nouvelles variétés de cultures agricoles. Les négociations commenceraient en 2006 et en 2010 le système serait en état de fonctionner. À l'ère des modifications génétiques, cet aspect est central, selon le ministère japonais de l'Agriculture, à la bonne marche de l'agriculture dans la région.

**30 juin 2005**

Des différends mettent en péril la signature de l'ALE entre le Japon et les Philippines à l'automne 2005. Les Philippines : 1) refusent l'établissement d'un mécanisme de résolution des différends sur les investissements, basé sur le droit international, compte tenu de ses coûts élevés (frais d'avocats principalement) ; 2) remettent en question les quotas sur les travailleurs de la santé proposés par le Japon (200 personnes par année) ; 3) exigent un engagement des constructeurs automobiles japonais de hausser leurs investissements.

**7 juillet 2005**

Le Japon et l'Afrique du Sud décident de mettre en place un comité d'études sur la faisabilité d'un ALE. Les exportations du Japon dans ce pays sont évaluées à 2,9 milliards \$US, principalement des automobiles et des pièces automobiles et ses importations sont de l'ordre de 4,6 milliards \$US, principalement des voitures (modèles européens), de l'aluminium et des matières premières. L'objectif ultime du Japon est d'établir le libre-échange avec les pays de l'Union douanière de l'Afrique australe.

**14 juillet 2005**

À Jakarta, début des négociations sur un ALE entre le Japon et l'Indonésie, comme l'annonçait les deux chefs de gouvernement le 2 juin dernier. On y discute des modalités et de l'ordre du jour. Six groupes de travail sont instaurés : commerce des biens et services ; les procédures douanières ; les règles d'origine ; les politiques d'investissement ; les offres publiques ; les mouvements de population ; les droits de propriété intellectuelle.

L'Indonésie veut la reconnaissance de ses règles phytosanitaires afin d'exporter de la viande et des produits laitiers et veut que le Japon offre son expertise dans les pêches et sa collaboration pour combattre la pêche illégale dans ses eaux territoriales.

Le Japon demande à l'Indonésie la clarification de ses règles en matières d'investissement et l'élimination de ses tarifs sur les automobiles et les pièces automobiles.

Les deux chefs négociateurs sont, pour le Japon, Mitoji Yabunaka, sous ministre aux Affaires étrangères et, pour l'Indonésie, Soemadi Brotodiningtat, ambassadeur aux États-Unis, mais anciennement en poste au Japon.

Il n'y a pas d'échéancier, mais les négociations devraient être terminés d'ici à deux ans.

### **18-19 juillet 2005**

À New Delhi a lieu la première rencontre du comité d'études conjoint Japon-Inde sur les moyens pour renforcer les liens économiques entre les deux pays. Sous la direction du sous-ministre japonais aux Affaires étrangères, Mitoji Yabunaka, et du secrétaire indien du ministère des Finances, Ashok Kumar Jha, le comité est composé de gens d'affaires, d'experts du milieu universitaire et de représentants des deux gouvernements. Le comité devra remettre son rapport d'ici à un an.

### **20 juillet 2005**

Dans le cadre de l'ALE ASEAN-Chine, les tarifs sur 7000 produits, représentant 90 % des échanges, ont été abaissés à 5 % ou moins (les tarifs peuvent varier énormément d'un produit à l'autre), avec comme objectif, leur élimination complète en 2010. Les automobiles, l'acier et les gros appareils ménagers sont exclus de cette « première récolte », laquelle ne s'applique qu'aux pays de l'ASEAN6, les quatre autres ayant jusqu'en 2015 pour s'adapter. Dans un geste de bonne volonté, Beijing éliminera, en janvier 2006, ses tarifs sur 91 produits exportés par le Laos vers la Chine (valeur des échanges entre les deux pays : 110 millions \$US).

### **24 juillet 2005**

Les gouvernements de la Russie et du Pakistan font part de leur intérêt pour le sommet de l'Asie de l'Est qui se tiendra au mois de décembre 2005 en Malaisie. Il est peu probable que ces deux pays soient invités.

Le Bangladesh demande son adhésion au Forum régional de l'ASEAN (ARF).

**27-28 juillet 2005**

Après un entretien téléphonique entre le ministre japonais de l'Agriculture, Yoshinobu Shimamura, et le vice-Premier ministre thaïlandais, Somkhit Chatusiphithak, le Japon accepte d'abolir ses tarifs à l'importation sur dix produits agroalimentaires thaïlandais, dont les crevettes congelées et les gombos dès l'entrée en vigueur de l'ALE (en lieu d'une abolition des tarifs sur une période de 3 à 10 ans).

Les deux parties concluent une entente sur les travailleurs thaïlandais au Japon (identique à l'entente entre le Japon et les Philippines, notamment pour les travailleurs de la santé – *supra* 29 novembre 2004). Le nombre de travailleurs sera déterminé lors de discussions ultérieures. Le Japon exige maintenant 5 ans au lieu de 10 ans d'expérience pour les cuisiniers thaïlandais. Les négociations sur certaines catégories de thérapeutes ont été reportées à une date indéterminée.

**31 juillet et 1<sup>er</sup> août 2005**

Rencontre ministérielle Japon-Thaïlande à Bangkok pour débloquer les négociations sur un ALE.

**24 août 2005**

Le secrétaire-général de l'ASEAN, Ong Keng Yong, demande au Japon de faire plus de compromis dans les négociations sur un ALE, en particulier sur les fruits tropicaux que le Japon cultive en petite quantité seulement dans les îles de la préfecture d'Okinawa et sur lesquels des tarifs élevés sont imposés. Il affirme que les négociations avec la Corée du Sud sont plus faciles.

**1<sup>er</sup> septembre 2005**

Rencontre à Tokyo entre le PM Koizumi et le PM Thaksin. Ils annoncent une entente de principe entre leur pays sur un ALE. Dans le secteur des biens manufacturés, les deux pays élimineront les tarifs sur à peu près tous les produits sur une période de 10 ans. Des conditions particulières s'appliquent aux automobiles, aux pièces automobiles, au fer et à l'acier. Dès l'entrée en vigueur de l'accord, les tarifs seront éliminés sur le textile et les vêtements, sur les bijoux et sur le pétrole et les produits pétrochimiques (sauf pour quelques exceptions).

La Thaïlande a des ALE « limités » avec la Chine et l'Inde et des ALE signés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Des ALE sont en négociation avec les États-Unis, le Pérou et le Royaume de Bahreïn.

**8 septembre 2005**

Le vice-Premier ministre et ministre des Finances de la Corée du Sud, Han Duck-soo, affirme qu'il est confiant qu'un ALE Japon-Corée du Sud saurait libéraliser 90 % des échanges, mais en notant également qu'il est peu probable qu'un accord soit finalisé cette année. Le Japon veut libéraliser 50 % des échanges agricoles, une différence de 40 % qui fait que sorte que les négociations sont arrêtées depuis près d'un an.

### **13 septembre 2005**

Le Nippon Keidanren (le principal organisme du patronat japonais) demande officiellement au gouvernement d'ouvrir des négociations sur le libre-change avec le Conseil de coopération du Golfe, composé de l'Arabie Saoudite, du Royaume de Bahreïn, des EAU, du Koweït, d'Oman et du Qatar, lesquelles fournissent 70 % des importations japonaises de pétrole. Tokyo répond qu'une étude sur la faisabilité d'un ALE avec le CCG est présentement envisagée.

### **19 octobre 2005**

Le Japon et le Chili débiteront, dans les prochains mois, des négociations officielles sur un ALE. Le Chili a des ALE avec trente pays dont la Corée du Sud. Le Chili demande une baisse des tarifs sur les produits agricoles et halieutiques, en particulier le saumon, alors que le Japon demande une diminution des tarifs sur les automobiles, comme dans l'ALE Chili-Corée du Sud (les deux pays contrôlent, approximativement, 35 % chacun du marché chilien de l'automobile).

### **24 octobre 2005**

Selon le quotidien financier *Nihon Keizai Shimbun*, un accord-cadre sur un ALE avec les Philippines avant la fin de l'année est improbable. Plusieurs désaccords existent, notamment sur le nombre d'infirmières et d'aides aux bénéficiaires que le Japon veut garder à quelques centaines seulement avec l'obligation de réussir des tests de compétence. À la suite de l'entente avec la Thaïlande dans laquelle le Japon coopère dans le développement de l'industrie automobile thaïlandaise, les Philippines exigent les mêmes conditions avant d'abolir leurs tarifs à l'importation de véhicules.

### **31 octobre-1<sup>er</sup> novembre 2005**

Première rencontre, à Tokyo, du groupe conjoint d'études sur le renforcement des relations économiques entre le Japon et la Suisse. Le groupe examine la possibilité d'un ALE entre les deux pays.

### **15 novembre 2005**

La conférence économique Japon-États-Unis (réunion de gens d'affaires) lance un appel à leur gouvernement respectif pour qu'ils débutent en 2006 la négociation d'un « accord de partenariat économique ».

**18 novembre 2005**

Annonce officielle du lancement des négociations sur un ALE entre le Japon et le Chili.

**19 novembre 2005**

Au sommet des chefs d'État de l'APEC, à Séoul, les PM du Japon et du Canada annoncent la création d'un comité conjoint pour faire l'étude « des coûts et bénéfices » d'un ALE. Le commerce entre les deux pays est évalué à moins de 20 milliards \$US. Le Canada négocie présentement des ALE avec la Corée du Sud et Singapour.

**30 novembre 2005**

Création d'un dialogue financier entre le Japon et la Corée au niveau ministériel ayant comme objectif de faire la promotion la coopération bilatérale sur les enjeux financiers d'importance mutuelle. La date de la première rencontre n'a pas été fixée.

**2 décembre 2005**

La secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, soutient la proposition japonaise d'accepter la participation de l'Inde au sommet de l'Asie, en affirmant que la présence de ce « pays démocratique serait désirable ».

Quatrième rencontre du groupe de consultation pour un partenariat économique Chine-Japon. (les deux délégations sont dirigées par des sous-ministres). On y discute des relations économiques bilatérales, la coopération en Asie orientale et d'un cadre de travail multilatéral.

**5 décembre 2005**

Le PM de la Thaïlande, Thaksin Shinawatara, affirme que le Japon devrait diversifier ses réserves d'obligations étrangères, trop axées vers les bons du trésor américains et investir plus en Asie.

**9 décembre 2005**

Les négociations sur un ALE Japon-ASEAN sont au point mort. Lors d'une rencontre ministérielle ASEAN-Japon, le ministre du METI, Toshihiro Nikai, s'entend avec ses homologues pour relancer les négociations et arriver à un accord-cadre en 2007.

**10 décembre 2005**

Les ministres des Affaires étrangères du Japon (Taro Aso) et de l'Indonésie (Hassan Wirajuda) décident d'accélérer les négociations sur un ALE bilatéral en prenant l'année 2008 (le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays) comme date butoir pour l'entrée en vigueur de l'accord.

Le ministre Taro Aso et son homologue des Philippines, Alberto Romulo, abandonnent l'idée de signer un ALE, d'ici à la fin de l'année et ils reportent la signature à l'année prochaine.

**12 décembre 2005**

Le PM Koizumi et ses homologues du Brunei et du Vietnam acceptent de mettre sur pied, en janvier 2006, deux comités conjoints d'études sur la faisabilité d'un ALE. Le Viêt-Nam n'a jamais négocié d'ALE.

À la suite du sommet de l'ASEAN+3, les dirigeants acceptent que le sommet de l'Asie (treize pays habituels plus l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie) se tienne sur une base annuelle. On refuse la proposition chinoise de former un petit groupe qui serait la « fer de lance » du processus de négociation ; cette tâche revient à l'ASEAN+3. Le Japon lutte contre l'influence de la Chine en soutenant la présence de l'Inde au sommet, alors que Beijing favorise l'ASEAN+3 comme base à la future communauté.

**13 décembre 2005**

À Kuala Lumpur, le PM Junichiro Koizumi et le PM Abdullah Ahmed Badawi signent l'ALE que les deux pays ont négocié entre janvier 2004 et mai 2005. L'ALE doit entrer en vigueur à l'automne 2006. Les tarifs seront éliminés sur une période de 10 ans. La Malaisie retire ses tarifs sur 99 % de ses importations du Japon et celui-ci retire ses tarifs sur 94 % de ses importations de la Malaisie. La concession la plus importante de la Malaisie et de Japon est l'abolition immédiate des tarifs, respectivement, sur les pièces automobiles et sur les fruits tropicaux.

À la suite du sommet ASEAN-Japon, le PM Koizumi annonce une aide de 70 millions \$US à l'ASEAN pour soutenir ses efforts de construction d'une communauté asiatique. Les dirigeants réaffirment leur intention d'arriver à une entente sur un ALE d'ici à 2007 ; ils acceptent de continuer la coopération en matière de sécurité pour faire face au terrorisme, à la criminalité transfrontalière, à la grippe aviaire (et les maladies infectieuses – malaria, tuberculose, le sida, etc. – avec une aide additionnelle de 135 millions \$US du Japon), à la hausse des coûts du pétrole et aux désastres naturels ; et ils affirment leur confiance dans le projet à long terme d'une communauté asiatique.

**14-15 décembre 2005**

Premier sommet de l'Asie. La déclaration d'ouverture annonce l'établissement d'un « forum pour le dialogue sur les enjeux stratégiques, politiques et économiques communs aux intérêts des participants ».

Les pays ne s'entendent pas sur la composition de la future communauté asiatique. Le statut de la Russie demeure ambigu et la Chine qui refusait l'élargissement de l'ASEAN+3 change de stratégie et décide de soutenir l'adhésion de l'Inde et de la Russie en plus de suggérer l'établissement de liens avec l'Union européenne et les États-Unis, sûrement pour renforcer son influence sur l'ASEAN+3 en faisant du sommet de l'Asie un simple dialogue inter-régional.

Les tensions entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud sur les visites du PM Koizumi au sanctuaire Yasukuni empêchent la tenue de rencontres bilatérales entre les chefs d'État.

**26 décembre 2005**

Le plan quinquennal du gouvernement japonais en matière de libre-échange et d'intégration régionale annonce que des ALE devront être signés d'ici à 2010 avec la Chine, la Corée du Sud et les pays de l'ASEAN. Selon le plan, des efforts importants en matière de coopération devraient être fait pour paver la voie à ces accords, notamment au niveau de l'homogénéisation des pratiques commerciales et administratives sur la base de la réglementation japonaise.

**3 février 2006**

La Corée du Sud et les États-Unis annoncent qu'ils entreprennent des négociations pour un ALE avec un échéancier d'un an. La Corée a déjà des ALE avec le Chili (2004) et Singapour (2005) et entend débiter des négociations avec le Mexique (mars 2006), avec l'Inde (dans un avenir rapproché) alors que celles avec le Canada sont maintenant à leurs quatrième « ronde ». On examine également des négociations avec la Chine et le MERCOSUR.

**9-14 février 2006**

Troisième rencontre à Jakarta pour la négociation d'un ALE entre le Japon et l'Indonésie. Du côté japonais, le sous-ministre Mitoji Yabunaka et du côté indonésien, l'ambassadeur Sojemadi Brotodiningrat guident les discussions.

**10-11 février 2006**

Quatrième rencontre du dialogue sur les politiques globales du Japon et de la Chine : une rencontre informelle entre les vice-ministres aux Affaires étrangères sur les thèmes des relations bilatérales et la situation régionale et internationale.

**12-13 février 2006**

Rencontre inaugurale du forum trilatéral de l'Asie du Nord-Est réunissant des personnalités du monde politique, économique et universitaire en provenance du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud. La délégation japonaise est conduite par l'ancien Premier ministre Yasuhiro Nakasone. Plusieurs participants soulèvent l'urgence d'un ALE entre les trois pays qui pourrait ensuite être fusionné à l'AFTA.

**15 février 2006**

Dans le cadre de son plan quinquennal (*supra* 26 décembre 2005), le gouvernement annonce qu'il espère avoir signé au moins 15 ALE d'ici à 2010. Les pays sont : Singapour (en vigueur), Mexique (en vigueur), Malaisie (signé), la Thaïlande (accord-cadre), les Philippines (en négociation – fin : 2006), l'Indonésie (en négociation – fin : 2006), le Chili (en négociation – fin : 2006), la Corée du Sud (les négociations sont au point mort), l'Australie (les négociations ont été annulées), la Suisse (groupe d'études), l'Inde (groupe d'études – début des négociations : été 2006), la Chine et l'Afrique du Sud. Il y a également l'ALE avec l'ASEAN (en négociation – fin : 2007) et l'ALE avec le Conseil de coopération du Golfe.

**23-24 février 2006**

Première rencontre officielle du Japon et du Chili pour la négociation d'un ALE. Les secteurs « sensibles » des négociations sont, pour le Japon, l'agriculture, les produits forestiers, les pêches, le cuir, les produits miniers et, pour le Chili, plusieurs produits du secteur manufacturier, notamment, les pneus, les véhicules industriels, les pièces automobiles, les poêles et les fournitures de bureau. Un comité de travail se réunira à Santiago en avril et une deuxième rencontre officielle des négociateurs en chef aura lieu en mai, toujours au Chili. Un accord devrait être conclu d'ici à la fin 2006.

**27-28 février 2006**

Deuxième rencontre, à Berne, du groupe conjoint d'études sur le renforcement des relations économiques entre le Japon et la Suisse. Formé de fonctionnaires et d'experts, le groupe examine leur système légal respectif, les politiques des deux pays en matière d'ALE, de commerce et sur les relations entre la Suisse et l'UE.

**6 mars 2006**

Deuxième rencontre vice-ministérielle, à Tokyo, du dialogue stratégique Japon-Corée du Sud. Les deux pays discutent des moyens pour approfondir les relations bilatérales

**7 mars 2006**



À une réunion du cabinet Koizumi, les ministres s'entendent sur le fait que la priorité devrait être accordée au ALE et aux traités sur les investissements au détriment des partenariats économiques, lesquels exigent beaucoup d'effort et de temps. De plus, la négociation d'un traité sur les investissements avec la Chine doit être, selon le cabinet, une grande priorité du gouvernement.

**11 mars 2006**

La Présidente élue du Chili, Michelle Bachelet et le directeur des politiques du PLD, Hidenao Nakagawa affirment que les deux gouvernements accéléreront les négociations sur un ALE pour que la signature de l'accord ait lieu l'année prochaine dans le cadre des cérémonies célébrant le 110<sup>e</sup> anniversaire du Traité d'amitié et de commerce Japon-Chili.

**3 avril 2006**

Finalisation des négociations et signature possible de l'ALE Japon-Thaïlande

**Décembre 2006**

Deuxième sommet de l'Asie aux Philippines.